

La Mecque

**Incendie dans un hôtel  
pour hadjjs algériens**

Page 24

# Les DEBATS

**Votre quotidien national**

A moins d'une semaine de l'Aïd El Adha

# Le mouton hors de portée

Les prix du mouton ont atteint des sommets à cinq jours de la fête du grand sacrifice. La raison ? Des vendeurs et revendeurs exercent de la spéculation. Les prix exorbitants des moutons risquent de dissuader certaines catégories cette année à acheter le mouton de l'Aïd.

Page 2



Dépenses budgétaires et lutte contre la corruption

## Pierre de touche de la bonne gouvernance



Par Saâd Taferka

**U**ne grande partie de l'actualité nationale charriée par le mouvement populaire enclenché depuis le 22 février 2019 tourne autour de la lutte contre la corruption. Aux patrons d'entreprises et aux hauts responsables de l'administration de l'Etat - y compris des ministres et des Premiers ministres - mis en détention préventive, il est reproché, globalement, l'obtention d'avantages indus, pour les premiers, et le fait de les leur accorder pour les seconds.

Il s'agit d'avantages, principalement fiscaux, prévus dans la réglementation en matière d'incitation à l'investissement industriel qui seraient octroyés de façon frauduleuse, l'entreprise n'y ouvrant pas droit, au vu de la nature des activités qu'elle mène.

L'autre soupçon de corruption est celui lié à la libération des crédits pour des entreprises sans grandes garanties et hors des règles prudentielles ordinaires. L'obtention de ce genre d'avantage- fiscaux ou bancaires - est nécessairement monnayée. L'agent de l'Etat - qu'il soit fonctionnaire de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), banquier ou ayant rang de ministre - ne peut logiquement pas s'exposer à une enquête et à des poursuites pénales sans s'être assuré une commission sonnante et trébuchante. L'autre aspect de la corruption traité depuis plusieurs semaines par les instances judiciaires, y compris l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc), c'est celui des marchés publics octroyés dans des conditions peu transparentes ou carrément anti-réglementaires. A considérer la masse des marchés publics qu'a eu à signer l'administration algérienne pendant la période faste de l'embellie financière (2000-2014), ce sont des centaines de contrats - touchant les travaux publics, l'hydraulique, l'habitat, le transport...- qui seraient entachés de ce genre d'irrégularités. La teneur de ces marchés ne se limite pas aux travaux, mais concerne également les études de faisabilité, les études d'impact environnemental, les études d'exécution, les différentes fournitures (matériel médical, bureautique, acquisition de véhicules...).

Page 4

Sur les rythmes de la musique sraouie

## Ouverture du Festival international de Djemila

Page 15



A moins d'une semaine de l'Aïd El Adha

# Le mouton hors de portée

**Les prix de mouton ont atteint des sommets à cinq jours de la fête du grand sacrifice. La raison ? Des vendeurs et revendeurs exercent de la spéculation. Les prix exorbitants de moutons risquent de dissuader certaines catégories cette année à acheter le mouton de l'Aïd.**



Par Karima Nacer

Les points de vente de moutons à Alger proposent des prix oscillant entre 35 000 et 90 000 DA, à une clientèle, encore hésitante, préférant attendre une éventuelle baisse à l'approche de la fête. Les spéculateurs expliquent cette hausse aux acheteurs par le fait que leurs moutons n'ont jamais été engraisés. «De nos jours, il est très rare de trouver un mouton élevé uniquement au foin. C'est de la publicité mensongère», explique un vendeur.

A 40 000 DA, les consommateurs trouvent le prix excessif, en plus du poids du mouton qui ne le mérite pas.

Plusieurs autres vendeurs expliquent cette hausse des prix,

notamment l'agneau, par la cherté des aliments et le coût du transport du bétail et ce, malgré la disponibilité de l'offre qui caractérise le marché cette année. Selon d'autres vendeurs, le transport du bétail de l'intérieur du pays vers la capitale coûte cher aux revendeurs. Un commerçant dit avoir payé plus de 20 000 DA pour acheminer seulement une vingtaine de moutons de Sougueur (Tiaret) à Alger, faisant savoir que cette opération devrait se répéter à plusieurs reprises d'ici le premier jour de l'Aïd, notamment si les commandes sont au rendez-vous. Cela a impacté considérablement le prix final des bêtes, disent-ils.

A Alger-Centre et plus précisément au quartier de Bab El Oued, un autre vendeur d'occa-

sion, a indiqué que ses déplacements, ces dernières semaines, à plusieurs wilayas des Hauts-Plateaux, connues pour leur vocation pastorale, lui ont permis de constater de visu la disponibilité importante du cheptel cette année. Cependant, il n'arrive pas à s'expliquer la cherté des moutons écoulés par les éleveurs au prix de gros malgré la supériorité de l'offre par rapport à la demande. Au détail, ce commerçant propose un agneau d'environ sept mois d'âge à partir de 32 000 DA, alors que ses moutons vieux de plus de trois ans et bien engraisés, atteignent jusqu'à 100 000 DA. «Nous essayons de pratiquer de bons prix à l'approche de l'Aïd», a-t-il expliqué. Pour justifier ces prix exorbitants, il a expliqué que la botte de paille coûte actuelle-

ment entre 600 et 1 200 DA, alors que l'orge est passé de 2 500 DA le quintal à 4 000 DA. Le prix du son d'orge a, quant à lui, doublé en passant de 1 600 DA dans un passé récent à 3 000 DA actuellement.

A Chéraga, au milieu de ses moutons acheminés de Birine (wilaya de Djelfa), un éleveur a affirmé que la peste des petits ruminants, ayant achevé des centaines d'agneaux cette année, a généré une flambée des prix. Cependant, il s'est plaint de la faiblesse de l'affluence des clients qui, selon lui, attendent les derniers jours pour acheter leurs moutons.

Les prix de l'un de ses plus volumineux moutons, aux longues cornes impressionnantes est cédé à 120 000 DA.

K.N.

## Brigade navigante de la PAF Facilitations au profit des voyageurs

Les éléments de la brigade navigante de la police aux frontières (PAF) ont assuré toutes les facilitations et procédures administratives à bord du bateau de voyageurs qui a accosté hier, au quai du port d'Alger, en provenance de la ville de Marseille (France), à bord duquel se trouvaient 1686 voyageurs ayant choisi de passer les vacances d'été et la fête de l'Aïd El Adha parmi leurs familles. A cette occasion, nombre de voyageurs et membres de la communauté algérienne établie à l'étranger ont exprimé, à leur arrivée, leur satisfaction quant à «la célérité, l'efficacité et la souplesse» des nouvelles formalités policières, introduites il y a quatre ans, par la direction générale de la Sécurité nationale (Dgsn), permettant aux voyageurs d'accomplir en un temps record les formalités de transit.

Affirmant avoir choisi, à l'approche de l'Aïd El Adha, coïncidant avec la saison estivale, de retourner au pays pour passer les vacances, les voyageurs se sont félicités de toutes les formalités mises en place, leur permettant de quitter le port «en quelques minutes», juste après l'accostage du navire au quai, tandis qu'une telle opération nécessitait auparavant beaucoup de temps, avant l'entrée en vigueur des nouvelles mesures.

Les ressortissants algériens établis à l'étranger ont salué, en outre, la qualité des services prodigués par les éléments de la brigade navigante à bord du navire, composé de six éléments sous la présidence d'un lieutenant de police.

A ce titre, la commissaire principale de police, Razika Mahdi, a affirmé que la Dgsn, représentée par la police aux frontières maritimes, avait pris «une série de formalités et de mesures sécuritaires afin de faciliter le transit des voyageurs et des membres de la communauté algérienne établie à l'étranger, à travers l'affectation d'une brigade navigante relevant de la PAF au port d'Alger en vue de procéder aux différentes formalités et procédures de transit des voyageurs et des véhicules (au nombre de 631)».

Selon la même responsable, ces procédures se feront «en un temps record», rappelant la création en 2016 de brigades navigantes pour assurer des services de qualité et faciliter le transit, en sus des passages verts réservés aux personnes âgées, aux personnes aux besoins spécifiques, aux femmes enceintes et aux enfants.

La commissaire principale de police, Razika Mahdi, a estimé le nombre de voyageurs parmi la communauté algérienne établie à l'étranger et les autres touristes à plus de 75 000 individus durant le premier semestre de 2019.

A noter que la brigade navigante est composée de six éléments supervisés par un chef de brigade accompagné de deux policiers chargés des procédures de transit au niveau du service biométrique à bord du bateau, ainsi que d'autres éléments de police chargés des services et de la couverture sécuritaire une fois sur le navire.

B. L.

Selon la direction des forêts

# Le facteur humain responsable à 95% des départs de feu

Par Rachid Chihab

La direction générale des forêts met fin à la polémique sur l'origine des incendies de forêts qui ont détruit des milliers d'hectares de tissu végétal dans plus de 30 wilayas.

L'activité humaine a été la principale cause des incendies de forêts au cours de cet été à travers le pays, anéantissant plus de 9 000 ha engendrés par 1 246 foyers d'incendie entre le 1<sup>er</sup> juin et le 4 août 2019, a indiqué, hier à Alger, le directeur général des forêts (DGF), Ali Mahmoudi.

Animant une conférence de presse autour du bilan et de l'analyse des feux de forêts de la période estivale, le même responsable a fait savoir que «95% de ces incendies ont une relation directe avec l'activité humaine». Parmi ces activités figurent les feux de paille provoqués par certains agriculteurs pour alimenter le sol en nutriments pour leurs prochaines cultures, les élevages pastoraux, les décharges sauvages dont les produits chimiques peuvent provoquer des départs de feu ainsi que les vacanciers qui éteignent mal leurs barbecues en forêt.

Interrogé lors d'un point de presse à propos de possibles convoitises de citoyens autour du charbon de bois et du foncier agricole pour expliquer le nombre important de départs de feu, le même responsable a expliqué que pour l'exploitation du charbon de bois

à partir des feux de forêts était quasiment impossible. «Le bois brûlé perd son pouvoir calorifique. La fabrication du charbon de bois obéit à d'autres techniques», a-t-il affirmé.

Quant au foncier agricole, M. Mahmoudi a indiqué que des feux sont provoqués par des citoyens sur des terres leur appartenant sur lesquelles la forêt s'est développée après avoir été délaissées.

«Pour le moment, nous n'avons pas constaté de flagrant délit de pyromanie», a-t-il assuré. A ce propos, le même responsable a rappelé que la DGF possède un système d'alerte proportionnel aux effectifs présents, à savoir un poste de vigie au niveau de chaque wilaya. «Les citoyens peuvent également donner l'alerte à travers un numéro vert actif au niveau de la centrale de la DGF», a-t-il indiqué.

Par ailleurs, les données de la DGF indiquent que sur les 9 004 ha touchés par les incendies à travers le pays, 2 363 ha ont concerné les forêts (26%), 2 530 ha ont concerné les maquis (28%), 4 111 ha ont concerné la broussaille (46%). De plus, 38 wilayas sur les 40 concernées par le dispositif de prévention et de lutte ont été touchées par les feux de forêts.

Quatre wilayas du pays ont perdu plus de 500 ha de forêt. La wilaya la plus touchée est Tizi Ouzou avec 1 480 ha et un total de 196 foyers d'incendie. Aïn Defla arrive en deuxième position avec 1 191 ha et 56 foyers, puis

Tissemsilt avec 1 161 ha et 34 foyers et enfin Béjaïa avec 1 037 ha et 87 foyers. Avec un total de 4 769 ha, ces quatre wilayas représentent 53% du bilan total des incendies de forêt entre le 1<sup>er</sup> juin et le 4 août 2019.

Ainsi, 23 wilayas ont enregistré un bilan inférieur à 100 ha, sept ont enregistré entre 101 et 300 ha, six ont un bilan de 301 à 500 ha et quatre ont un bilan supérieur à 500 ha.

Par région, les incendies ont dévasté 5 599 ha de forêts dans la région centre du pays (62%), 2 577 ha dans la région Est (29%) et 828 ha dans l'ouest du pays (9%).

Concernant le bilan mensuel, le mois de juin a enregistré 304 foyers d'incendie pour une superficie de 1 881 ha, le mois de juillet a enregistré 822 foyers sur une superficie de 5 940 ha et le mois d'août (du 1<sup>er</sup> au 4 août) a enregistré 126 foyers sur une superficie de 1 184 ha.

«Par rapport aux animaux, beaucoup de photos sur les réseaux sociaux ont circulé, mais la plupart ne représentaient même pas des animaux présents en Algérie», a fait savoir M. Mahmoudi, précisant que seuls cinq singes magots ont péri dans le Parc national du Djurdjura (wilaya de Bouira).

Par ailleurs, pour faire face aux dégâts causés par les incendies de forêts, le même responsable a rappelé que la DGF a pour objectif de disposer d'une colonne mobile par wilaya.

R.C.

Mouvements au niveau du ministère du travail

# Le chef de l'Etat procède à plusieurs nominations

Le chef de l'Etat a procédé hier à plusieurs nominations et fin de fonctions de plusieurs responsables au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Des décrets sont aussi publiés au *Journal officiel* informant de la fin de fonction pour trois chefs de Sûreté et deux SG de wilayas.



Par S. A. Mohamed

**E**n effet, le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a nommé, hier, M. Merzak Gharnaout au poste de secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en remplacement de M. Mohamed Kheyat, dont il a été mis fin aux fonctions, indique un communiqué de la Présidence de la République. Il a été procédé au même ministère à la nomination de Mohamed Charaf Eddine Boudiaf en qualité de directeur général de l'emploi, et de l'insertion, Mahieddine Ouagnouni en qualité de directeur général de la

Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), ainsi que Abdelkader Djaber en qualité de directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (Anem). En outre, Mohamed Moudi a été nommé en qualité de directeur général de l'Office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées (Onaaph) et Rachid Letaoui en qualité de directeur général de l'Organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Oprebatph). S'agissant des fins de fonction, le communiqué de la présidence précise qu'il a été mis fin aux fonctions de Mohamed Zidi en qualité de

directeur général de l'emploi et de l'insertion, mis à la retraite à sa demande. Il a été également mis fin aux fonctions de Mohamed Hamoudi en qualité de directeur général de la Cnac, ainsi que de Ahmed Redha Zegadi en qualité de directeur général par intérim de l'Anem et Fayçal Ouagnouni en sa qualité de directeur général de l'Onaaph. En outre, Des décrets présidentiels portant fin de fonction pour trois secrétaires généraux de wilayas et de chefs de Sûreté de wilayas, viennent de paraître dans le dernier *Journal officiel* (n° 46) du 21 juillet 2019. Il s'agit du décret présidentiel du 3 juillet 2019 mettant fin, entre autres, aux fonctions de secré-

taires généraux de wilayas précédemment exercées par MM Mohamed Benayad Cherif (Tébessa) et Mohamed Merzougui (Médéa), ainsi que celle du secrétaire général de la circonscription administrative de Touggourt (wilaya de Ouargla), exercée par M. Khaled Bada et ce, pour cause de décès. Un autre décret met également fin aux fonctions des chefs de Sûreté de wilayas, précédemment exercées par MM. Nour-Eddine Berrachdi (Alger), Brahim Aggoune (Annaba) et Salah Nouasri (Oran), ces deux derniers ayant été admis à la retraite, précise le texte réglementaire.

S. A. M.

## Dialogue politique Toutes les propositions constitueront des feuilles de route

L'Instance nationale de dialogue et de médiation a souligné que toutes les plates-formes et propositions présentées dans le cadre de efforts visant le règlement de la crise politique que traverse le pays constitueront «des feuilles de route principales» dans l'élaboration de la mouture à soumettre à la Conférence nationale prévue au terme des rounds de dialogue.

Dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion tenue dimanche à Alger, l'Instance présidée par son coordinateur général, Karim Younes, en présence de tous ses membres y compris les nouveaux, a précisé «saisir cette occasion pour saluer toutes les initiatives de dialogue, toutes tendances et composantes confondues, ayant précédé la création de l'Instance ainsi que toutes leurs plates-formes et propositions pour le règlement de la crise que traverse le pays».

«Toutes ces plates-formes et propositions constitueront des feuilles de route principales qui serviront de référence à l'Instance dans l'élaboration de la mouture qu'elle soumettra, après consultations des acteurs de la société civile, à la Conférence nationale prévue au terme des rounds de dialogue», ajoute la même source.

Lors de cette réunion, «il a été procédé à l'installation de comités de travail et à la définition de leurs missions et membres, en sus de la création d'un comité de sages regroupant toutes les personnalités et experts ayant accepté d'adhérer à cette Instance et ce, en tant que commission consultative, sollicitée par l'Instance et ses différents comités dans l'accomplissement de leurs missions».

L'Instance «confirme son rôle de médiateur pour rapprocher les vues des différents acteurs lors de la conférence nationale, notamment en ce qui a trait à la loi organique portant régime électoral et la loi portant création d'une autorité nationale indépendante chargée de l'organisation de la Présidentielle».

L'Instance a décidé «d'entamer dans l'immédiat l'organisation de rounds de dialogue avec tous les acteurs de la scène politique, de la société civile et des personnalités nationales», annonçant «sa pleine disponibilité à accueillir les propositions des acteurs du «hirak» populaire au niveau de toutes les wilayas».

K. M.

Investissement dans le cadre de l'entrepreneuriat

## Nécessaire élaboration d'une cartographie des activités

**L**e ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Hassan Tidjani Haddam, a instruit, dimanche à Annaba, ses cadres à l'effet d'élaborer une cartographie des différentes activités favorables à l'investissement dans le cadre de l'entrepreneuriat.

«L'orientation et l'accompagnement que les chargés du secteur doivent fournir aux jeunes pour les encourager à créer leurs propres entreprises et engendrer des activités génératrices de richesses et d'emplois se font à

partir de l'identification des branches d'activités pouvant être valorisées» a précisé le ministre, lors d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya en marge de sa visite de travail et d'inspection, invitant les responsables locaux à innover dans ce domaine et à exploiter efficacement les ressources humaines.

Soulignant que l'entrepreneuriat était «un choix pour diversifier l'économie et créer les richesses et les emplois», le ministre a relevé que «l'Algérie aujourd'hui exige de chacun à assumer ses respon-

sabilités, de servir le pays et le citoyen». Il a, dans ce sens, ajouté que «le travail, la compétence et la rigueur demeurent les normes requises pour réaliser le saut qualitatif devant permettre d'atteindre les objectifs tracés en matière de développement».

S'agissant de la feuille de route à suivre dans le domaine de la gestion du secteur, M. Haddam a mis l'accent sur la qualité du service, l'accueil des assurés sociaux, et les usagers des structures des organismes du dispositif de soutien de l'emploi, soulignant la

nécessité de «relancer les cellules d'écoute, et encourager l'orientation vers l'administration électronique, en plus de maintenir les équilibres financiers des caisses d'assurance sociale pour assurer la continuité de ses services». Lors de sa visite à Annaba, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a inauguré le nouveau siège de l'antenne locale de l'Agence nationale pour le soutien de l'emploi des jeunes (Ansej) au chef-lieu de wilaya et l'Agence régionale de la Caisse nationale des congés payés et du

chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, (Cacobatph).

Le ministre a également visité le centre de paiement de la Caisse nationale des assurances sociales pour les travailleurs salariés (Cnas), située à l'ouest de la ville de Annaba, ainsi que deux entreprises créées dans le cadre de l'Ansej, dans le domaine de l'emballage des produits pharmaceutiques, et le domaine des équipements dentaires.

K. L.

Dépenses budgétaires et lutte contre la corruption

# Pierre de touche de la bonne gouvernance

Une grande partie de l'actualité nationale charriée par le mouvement populaire enclenché depuis le 22 février 2019 tourne autour de la lutte contre la corruption. Aux patrons d'entreprises et aux hauts responsables de l'administration de l'Etat - y compris des ministres et des Premiers ministres - mis en détention préventive, il est reproché, globalement, l'obtention d'avantages indus, pour les premiers, et le fait de les leur accorder pour les seconds.



Par Saâd Tafarka

Il s'agit d'avantages, principalement fiscaux, prévus dans la réglementation en matière d'incitation à l'investissement industriel qui seraient octroyés de façon frauduleuse, l'entreprise n'y ouvrant pas droit, au vu de la nature des activités qu'elle mène.

L'autre soupçon de corruption est celui lié à la libération des crédits pour des entreprises sans grandes garanties et hors des règles prudentielles ordinaires. L'obtention de ce genre d'avantages fiscaux ou bancaires est nécessairement monnayée. L'agent de l'Etat - qu'il soit fonctionnaire de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), banquier ou ayant rang de ministre - ne peut logiquement pas s'exposer à une enquête et à des poursuites pénales sans s'être assuré une commission sonnante et rébuchante. L'autre aspect de la corruption traité depuis plusieurs semaines par les instances judiciaires, y compris l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc), c'est celui des marchés publics octroyés dans des conditions peu transparentes ou carrément anti-réglementaires. A considérer la masse des marchés publics qu'a eu à signer l'administration algérienne pendant la période faste de l'embellie financière (2000-2014), ce sont des centaines de contrats - touchant les travaux publics, l'hydraulique, l'habitat, le transport... - qui seraient entachés de ce genre d'irrégularités. La teneur de ces marchés ne se limite pas aux travaux, mais concerne également les études de faisabilité, les études d'impact environnemental, les études d'exécution, les différentes fournitures (matériel médical, bureautique, acquisition de véhicules...).

## Dans la sphère de la commande publique

En d'autres termes, les affaires faisant actuellement objet d'investi-

gation de la part des services de sécurité ayant qualité de police judiciaire, tournent majoritairement dans la sphère des investissements réalisés par des entreprises privées et la gestion des marchés publics liés aux grands travaux d'infrastructures et équipements réalisés par l'Etat dans le cadre des derniers plans quinquennaux.

Même avant l'actuel mouvement populaire, les thèmes de la gestion des deniers publics et de son pendant presque obligé, la corruption, n'ont pas cessé de s'imposer sur la scène politique nationale et dans l'approche que les observateurs extérieurs (organismes financiers, assureurs des investissements et commerce internationaux...) se font de l'Algérie. C'est souvent par le sujet de la corruption, qui accompagne presque toujours - du moins dans l'opinion publique et les médias qui raffolent de telles pistes d'investigation - que s'appréhende le mieux la gestion de l'argent public, la marche des services que ce dernier alimente et le degré d'implication des populations et de la société civile dans la gestion de leurs propres affaires.

Les animateurs des campagnes électorales, tous scrutins et tendances confondus, n'ont pas omis de s'attarder sur ce sujet important de la vie de la nation. Certains en ont fait même leur exercice de prédilection en parlant de «prédation», de détournements et de projets publics amputés par le phénomène de la «tchippa». Ce sont là des vocables qui ont eu leur fortune à partir de 2014 et dont la teneur s'est globalement confirmée en 2019.

Bien auparavant, l'opinion publique nationale et des organisations internationales ont eu à constater et à déplorer un grave phénomène qui a pris racine dans les structures et les institutions du pays ; une dérive dont la société toute entière continue de souffrir et dont les conséquences n'ont jamais fait l'objet d'un inventaire ou quelconque bilan, hormis l'affirmation peu sûre qui, à la fin des années

1980, était lancée par l'ancien Premier ministre, Abdelhamid Brahimi, et qui faisait état d'un chiffre de 26 milliards de dollars comme résultat de la corruption et des différentes commissions qui seraient faites sur les transactions du commerce extérieur.

L'organisation non gouvernementale Transparency International (TI) s'inquiétait, dès 2008, des ravages de la corruption et classait alors notre pays à la 99<sup>ème</sup> place sur un panel de 180 pays. Des enquêtes ont même été menées auprès de certaines entreprises privées algériennes qui déclarent n'avoir obtenu des marchés publics qu'après versement de pots-de-vin à des responsables de l'administration. La Banque mondiale, elle, met notre pays à la 125<sup>ème</sup> place sur un ensemble de 178 pays étudiés sur le plan du climat des affaires. La relation entre ces deux phénomènes demeure intime : climat des affaires alourdi et peu transparent, élisant domicile dans une crasse bureaucratie qui tend à faire écran aux investissements, d'une part, et corruption de certains gestionnaires ou responsables administratifs, d'autre part.

## L'art et la manière de suivre les dépenses publiques

Au niveau du pouvoir législatif, une partie des députés de l'Assemblée nationale populaire avaient eu déjà à déplorer le fait qu'ils n'aient pas accès à un suivi des dépenses du budget de la nation. Ce suivi suppose la vérification de l'opportunité de la dépense et le contrôle de son engagement réel. Ceux qui se sont présentés comme des représentants du peuple jugèrent qu'il ne fallait pas se contenter de voter le budget sous le décor douillet de l'hémicycle Zighoud Youcef, mais qu'il faudrait, en plus, suivre l'usage qui est fait de cet argent et les résultats obtenus. C'est sur quoi se penchent généralement quelques chapitres

du rapport annuel de la Cour des comptes et qui ont révélé une kyrielle d'irrégularités, mais sans qu'il y ait de suite.

Si cette volonté de quelques anciens députés pouvait se targuer d'avoir été exprimée à haute voix, les modalités pratiques qui pourraient imprimer efficacité et crédibilité à ce projet n'ont jamais été fixées. Avec les réformes budgétaires initiées par le ministère des Finances tendant à élever aux standards internationaux les techniques comptables (normes IFRS appliquées à partir de 2010) et à proposer - sans suite - de réformer le système d'élaboration de la loi de finances annuelle (en lui assignant des objectifs par projets), le contrôle de la gestion de l'argent public devrait emprunter des voies nouvelles qui ne se contenteraient pas de ce qui est jusqu'ici connu sous le vocable de la «sincérité des comptes». Il s'agit d'aller au-delà et de vérifier sur le terrain la réalisation ou non des objectifs programmés et de faire des propositions tendant, le cas échéant, à corriger le tir et sanctionner les responsables défaillants.

Aussi, prétendre avoir un droit de regard sur la dépense de l'argent public, c'est inévitablement s'investir dans la compréhension des grands enjeux économiques et sociaux du pays et dans l'établissement du véritable diagnostic des problèmes des Algériens. Outre les dépenses, il y a lieu également de se préoccuper des recettes. A ce sujet, la régularité du recouvrement des impôts et la chasse à l'économie informelle qui génère une grave évasion fiscale sont censés être des axes stratégiques d'investigation.

Au niveau de la base de la pyramide institutionnelle, à savoir la commune, tout semble figé, malgré l'adoption d'un nouveau code communal en 2012 et malgré les instructions du gouvernement données en 2015, au début de la crise financière, aux APC pour qu'elles travaillent à leur autofinancement et

à créer de l'attractivité et des investissements.

## Réinstaurer la confiance et la crédibilité

Il importe aussi, aujourd'hui, de mettre en relief la nécessité, soulignée par les experts et analystes nationaux, de procéder à un nouveau découpage administratif par le moyen duquel seront créés de nouvelles wilayas. C'est un facteur d'importance censé contribuer à améliorer le mode de gestion des deniers publics du fait qu'un maximum de décentralisation charrie avec lui le moins d'opacité possible dans ce domaine. C'est une relation dialectique dans laquelle se trouvent mêlées les questions de l'opportunité des dépenses communales et du contrôle éventuel de celles-ci par des parties tierces, à l'image des organisations de la société civile.

Dans les pays développés, la gestion des communes est considérée comme la pierre angulaire de l'édification d'une République démocratique. C'est pourquoi, d'autres horizons lui sont ouverts pour un développement harmonieux et coordonné. Ces horizons sont, entre autres, la régionalisation et la création d'entités intermédiaires entre la commune et la wilaya.

Les nouvelles perspectives politiques qui s'ouvrent aux Algériens - avec une élection présidentielle que tout le monde espère voir se dérouler dans la transparence et la régularité, et l'espoir de la réhabilitation des Assemblées élues dans la vie de la nation - pourront conférer un contenu réel à ce qui était anéanti depuis des années dans les travées de la haute administration sous le vocable de «démocratie participative» : les citoyens, par le truchement des associations de quartiers et des organisations professionnelles participeront aux décisions des exécutifs communaux relatives à la politique de la jeunesse, de l'éducation, de l'environnement, de la santé, de la distribution de l'eau, de l'assainissement, du sport, des spectacles et de la culture...etc.

Incontestablement, la transparence dans la gestion de l'argent de la collectivité et la lutte contre la corruption sont considérés comme une exigence démocratique dont le processus de reconstruction nationale ne peut faire l'économie. Elle l'est d'autant plus que les plans de développement mis en œuvre au cours de ces 20 dernières années, étaient dotés d'enveloppes financières peu communes dans l'histoire récente de l'économie algérienne. Cet effort de transparence et de régularité dans la gestion de l'argent public participe assurément de la bonne gouvernance économique et politique tant réclamée par la société. Il s'agit de gagner en priorité l'opinion publique algérienne par cette grande tâche de salubrité publique avant de donner des gages de gestion démocratique du pays aux organisations internationales. C'est une pierre de touche fondamentale par laquelle, parions-le, les autres actions et gestes du pouvoir politique pourront acquérir confiance et crédibilité auprès des Algériens.

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab

# Objectif, atteindre 30% de la consommation d'électricité dans l'industrie

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a déclaré, dimanche à partir de Batna, que l'objectif en matière de consommation d'électricité est d'atteindre 30% pour le secteur de l'industrie et 70% pour les abonnés ordinaires.



« **A**tteindre ce but permettrait de créer de la valeur ajoutée et de générer de nouveaux postes d'emploi », a précisé le ministre lors de sa visite de travail dans la capitale des Aurès, soulignant que le secteur de l'industrie consomme actuellement 8% d'électricité produite, tandis que les 92% restants sont destinés aux abonnés ordinaires (ménages).

Mohamed Arkab a salué les efforts déployés par la wilaya de Batna, où les zones

industrielles de la région ont atteint une consommation d'électricité de 20%, considérant ce taux comme « indicateur positif ».

Lors de sa visite, le ministre de l'Energie a inspecté la 3<sup>ème</sup> tranche, d'une capacité de 280 MW, du projet de réalisation d'une centrale électrique à Aïn Djasser qui totalise une capacité de 800 MW, nécessitant un investissement de l'ordre de 16,8 milliards de DA sur un total de 51 milliards de DA.

M. Arkab a souligné la nécessité de réceptionner

« avant la fin de l'année en cours » ce projet qui s'étend sur 27 ha et est composé de six turbines à gaz.

La centrale de Aïn Djasser est « importante et stratégique » pour le réseau électrique national, en particulier pour la centrale 220 KV qui représente la source d'énergie qui couvre toutes les régions de Batna, a relevé M. Arkab, soulignant que cette centrale « a été réalisée par des compétences algériennes dans toutes ses étapes, dans de bonnes conditions et avec un degré

élevé de contrôle et de maîtrise de la technologie ».

Le ministre a, à ce propos, rappelé que la centrale électrique de Aïn Djasser qui emploie 100 travailleurs fonctionne depuis sa mise en service en 2010 « de manière normale et sans pannes ».

Le ministre a également inspecté le chantier de réalisation de la centrale électrique située dans la commune de Tazoult, considérée comme « une des 10 plus importantes centrales au niveau national dans ce domaine », soulignant la nécessité d'accélérer les travaux du chantier pour la réception du projet « début du mois de novembre prochain ».

Cette centrale électrique devrait permettre de fournir de l'électricité aux wilayas de Batna, Biskra, Oum El Bouaghi et M'sila, selon les données présentées.

M. Arkab s'est également rendu à l'usine Petrogel pour la fabrication et l'installation d'équipements GPL (Sirgaz) dans la commune de Oued Chaâba. La visite du ministre de l'Energie dans la wilaya de Batna s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour renforcer la fourniture de l'électricité et du carburant aux habitants et l'amélioration des prestations de services.

F. L.

Sur fond de différends historiques

## Les ventes de voitures japonaises plongent en Corée du Sud

Les ventes de voitures japonaises en Corée du Sud ont diminué de façon significative en juillet, selon des chiffres publiés hier, alors que les Sud-Coréens boycottent des produits japonais sur fond de différends historiques et de sanctions commerciales réciproques.

Selon des chiffres publiés par l'Association coréenne des importateurs et distributeurs d'automobiles (Kaida), les ventes de Honda ont baissé de 33,5% en juillet par rapport à la même période l'an dernier.

Les ventes du japonais Toyota ont pour leur part diminué de 32%.

Lexus a vu ses ventes reculer de 24,6% en juillet par rapport à juin, mais augmenter de 32,5% en glissement

annuel.

Vendredi, les deux pays se sont mutuellement radiés de leurs listes de « partenaires de confiance » en matière de commerce malgré les appels au calme des Etats-Unis qui cherchent à éviter une crise ouverte entre ses deux alliés asiatiques.

Tokyo avait décidé début juillet d'imposer des restrictions aux exportations de produits nécessaires à l'industrie high-tech sud-coréenne. Ces mesures répondaient à des décisions de justice sud-coréenne exigeant que des entreprises japonaises dédommagent des Sud-Coréens ayant été forcés pendant la Seconde Guerre mondiale de travailler dans leurs usines.

Un responsable de Honda en Corée du Sud a déclaré à la presse que l'entreprise suivait la situation « de près », tandis qu'un responsable de Toyota estimait « difficile de dire si la querelle commerciale actuelle entre la Corée du Sud et le Japon est la seule raison » de la baisse des ventes.

Selon la presse coréenne, des voitures de fabrication japonaise ont été vandalisées et recouvertes de kimchi, recette de chou fermenté typique en Corée du Sud.

En juillet, quelque 50 000 membres d'une association de propriétaires d'épicerie sud-coréennes avaient également fait part de leur intention de boycotter les produits japonais.

H. T.

Conflit commercial sino-américain

## Un frein à la croissance du GNL américain

Le conflit commercial en cours entre la Chine et les Etats-Unis risque d'obérer les capacités d'approvisionnement de gaz naturel liquéfié (GNL) américain, selon un analyste du cabinet-conseil Wood Mackenzie.

Il empêche ainsi la conclusion de nouveaux contrats à long terme entre les deux pays, a estimé Alex

Munton, spécialiste du GNL pour le continent américain au sein de ce cabinet-conseil lors d'un récent webinaire.

La Chine est peu exposée aujourd'hui au marché américain, avec un seul contrat à long terme conclu, d'après M. Munton selon qui « plus le conflit dure, plus il aura un impact négatif sur les échanges sino-américains en matière de GNL ».

Depuis le début de ce différend commercial, les exportations américaines de GNL vers la Chine sont pratiquement à l'arrêt dans l'attente d'une conclusion des négociations, a-t-il noté en ajoutant que « si celle-ci survient, c'est tout bon ».

Les potentiels tant pour une hausse de la demande de GNL côté chinois que celle des capacités d'appro-

visionnement côté américain sont énormes, a estimé l'analyste.

La Chine et les Etats-Unis devraient respectivement devenir premier importateur et premiers exportateurs mondiaux de GNL d'ici à 2024, selon les dernières prévisions en date de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

T. K.

## Deux mois après la fusion avortée Fiat toujours prêt à discuter avec Renault

Le patron de Fiat Chrysler, Mike Manley, laisse la porte ouverte à de nouvelles discussions avec Renault pour fusionner les deux constructeurs « si les circonstances devaient évoluer », deux mois après le mariage avorté entre les deux constructeurs, dans un entretien publié hier, dans le *Financial Times*.

« La logique industrielle qui prévalait avant existe toujours », a assuré le dirigeant britannique de Fiat Chrysler Automobile (FCA). « Si les circonstances devaient évoluer, alors peut-être que les rêves pourraient se rejoindre et des choses se passer », et dans ce cas, « nous serions intéressés pour avoir de leurs (Renault, Ndlr) nouvelles », a-t-il ajouté.

Après plusieurs mois de discussions entre les deux groupes, un projet de fusion pour former le n° 3 mondial de l'automobile a échoué début juin. Les dirigeants de Fiat ont fait porter la responsabilité de cet échec au gouvernement français, dont l'accord était indispensable.

Selon le *Wall Street Journal*, le constructeur français négocierait toutefois une remise à plat de son alliance avec Nissan, avec au cœur des discussions le rééquilibrage des participations croisées des deux entreprises actuellement favorables à la marque au Losange.

La finalité de ces tractations consiste justement à apaiser certaines tensions et ainsi lever la réticence de Nissan à un projet de fusion avec FCA alors que le partenariat franco-japonais est déjà éprouvé par l'éviction de son bâtisseur, Carlos Ghosn, arrêté à la fin 2018 pour des malversations financières présumées.

Une source proche du dossier a toutefois assuré que « ce sont seulement des hypothèses. Pour le moment, il n'y a pas de contact, pas de négociations ».

Dans une autre interview publiée hier, accordée à l'agence Bloomberg, M. Manley souligne d'ailleurs que Renault n'est pas le seul acteur avec lequel les discussions peuvent s'engager : « Est-ce qu'ils représentent la seule opportunité ? La réponse à cette question est définitivement « non », dit-il.

Mike Manley avait déjà déclaré mercredi que le mariage avec Renault aurait représenté « une grande opportunité » grâce aux « synergies très importantes » qu'il aurait générées. Tout en affirmant que Fiat pouvait survivre seul, il a aussi souligné que son groupe restait ouvert aux opportunités.

R. K.

France

## Total réduit sa participation au capital d'un constructeur de pipeline

Le groupe français Total a annoncé, hier, la cession d'une participation de 30% dans le réseau de pipelines Trapil pour 260 millions d'euros, poursuivant son objectif de vendre 5 milliards de dollars d'actifs sur la période 2019-2020.

Total a conservé, ainsi une participation de 5,55% dans la Société des transports pétroliers par pipeline (Trapil) et continuera d'utiliser son réseau d'infrastructures pour les raffineries de Normandie et de Grandpuits.

Dans le cadre de la stratégie de gestion active du portefeuille, « Total n'a pas vocation à détenir des actifs d'infrastructures, mais à détenir des contrats d'usage de telles infrastructures lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion de nos actifs industriels », a déclaré Jean-pierre Sbraire, directeur financier de Total, cité dans le communiqué.

L'accord de cession a été signé avec la société de logistique pétrolière de Pisto SAS, qui était déjà actionnaire à 44% de Trapil.

Trapil détient un réseau de pipelines européens de 1 375 kilomètres et exploite trois réseaux d'oléoducs multiproduits. En France, la société transporte des hydrocarbures entre la Basse-Seine et la région parisienne.

H. R.

Alimentation, préservation du climat...

# Quels usages des terres pour demain ?

Faudra-t-il choisir un jour entre les forêts, les terres agricoles et la culture de bio-carburants ? La lutte contre le réchauffement climatique pourrait entraîner un changement radical de l'usage des terres, avec le risque d'une compétition accrue pour leur utilisation.



Des experts qui évoquaient, il n'y a pas si longtemps, de possibles scénarios profitables à tous les usages préfèrent aujourd'hui parler de «compromis» à faire dans le contexte du dérèglement climatique.

La question de l'usage des terres est au cœur de la réunion des experts de l'ONU sur le climat (Giec) qui se tient jusqu'à aujourd'hui à Genève. Ils doivent y finaliser un nouveau rapport thématique, après celui consacré aux moyens de limiter le réchauffement climatique de 1,5°C en 2018.

Le résumé de ce nouveau rapport spécial sera approuvé par les Etats-membres du Giec et dévoilé jeudi.

Dans son rapport d'octobre, le Giec proposait plusieurs scénarios pour stabiliser le réchauffement à 1,5°C, dont la plupart incluent des procédures d'absorption du CO<sub>2</sub>, par les sols et forêts notamment. Il est en effet probable que la simple réduction des émissions de gaz à effet de serre ne suffira pas pour remplir le contrat.

Une hypothèse serait de

consacrer des surfaces importantes de terres arables au déploiement de bioénergies avec capture et stockage de carbone (Beccs). Cette technique consiste à cultiver des plantes à bio-carburants. En poussant, elles absorbent du CO<sub>2</sub>, qui est ensuite capturé quand le biocarburant est transformé en énergie.

Un autre projet, imaginé par des chercheurs, consisterait à planter des milliards d'arbres pour stocker le CO<sub>2</sub>. «La restauration des forêts est la meilleure solution pour le changement climatique disponible actuellement», fait valoir Tom Crowther, professeur à l'université ETH de Zurich.

«Si nous agissons aujourd'hui, cela pourrait réduire le dioxyde de carbone dans l'atmosphère jusqu'à 25%, à des niveaux connus il y a presque un siècle», poursuit-il.

L'Ethiopie, par exemple, prévoit de planter quatre milliards d'arbres d'ici octobre pour promouvoir la reforestation, dans le but de combattre le réchauffement climatique et protéger les ressources naturelles.

- Préserver les terres arables -

L'hypothèse d'une reforestation massive soulève toutefois des critiques. Des arbres peuvent nécessiter des dizaines d'années pour atteindre leur capacité maximum d'absorption de CO<sub>2</sub>.

D'autres voix s'élèvent contre la promotion d'une solution a priori assez simple, qui pourrait miner les efforts faits pour réduire la dépendance de l'économie mondiale aux énergies fossiles. «Une reforestation héroïque peut aider, mais il est temps d'arrêter de suggérer qu'il existe une solution basée sur la nature à l'usage en cours des énergies fossiles», avertit Myles Allen, professeur à l'université d'Oxford. «Il n'y en a pas».

La question se pose aussi de savoir quelles terres utiliser. «Cela peut paraître une bonne idée, mais planter des arbres dans la savane ou les prairies serait dommageable», notamment pour les espèces qui y vivent, relèvent Kate Parr et Caroline Lehmann, des universités de Liverpool et Edimbourg.

Un enjeu crucial est aussi évidemment de conserver suffisamment de terres arables pour nour-

rir une population humaine de plus en plus nombreuse.

Nourrir 9,8 milliards de personnes en 2050 requerrait, dans un scénario basé sur nos habitudes alimentaires actuelles, «56% de nourriture supplémentaire par rapport à 2010», estime Fred Stolle, coauteur d'un rapport sur le sujet. «Cela nécessiterait une surface de près de six millions de kilomètres carrés qui soit déboisée pour être convertie à l'agriculture», les deux tiers à l'élevage et un tiers aux cultures», a-t-il dit à l'AFP.

Mais le système alimentaire actuel, s'il a aidé à réduire la faim dans le monde, n'est plus tenable, avertit aussi Fred Stolle, qui travaille pour l'ONG World Resources Institute. L'agriculture représente 25 à 30% des émissions de gaz à effet de serre.

«Nous devons adopter un régime sain, basé sur les plantes, réduire le gaspillage alimentaire», complète Johan Rockstrom, ancien directeur de l'Institut de recherche sur le climat de Potsdam (Allemagne).

AFP

Canada

## Nouvelle piste dans la traque de deux jeunes meurtriers présumés

La police canadienne a annoncé dimanche avoir déployé une équipe de plongeurs dans un fleuve du nord du Manitoba (centre) pour tenter de retrouver deux jeunes Canadiens soupçonnés de trois meurtres, traqués depuis deux semaines.

«Cinq membres de l'Equipe de récupération sous-marine» ont débuté des recherches dans une portion du fleuve Nelson où a été découverte une embarcation vide, a indiqué la Gendarmerie royale du Canada (GRC, police fédérale) dans un communiqué.

«Des policiers de la GRC qui effectuaient des recherches par hélicoptère vendredi après-midi ont trouvé une embarcation en aluminium sur le rivage du fleuve Nelson», dans la zone inhospitalière proche de Gillam où les deux adolescents sont soupçonnés de se cacher, ajoute le communiqué.

La GRC n'a pas voulu indiquer sur quelle portion du fleuve, long de plus de 600 km, les recherches s'étendaient. Elle en a interdit l'accès aux médias.

Cette nouvelle piste dans la traque de Kam McLeod, 19 ans, et Bryer Schmegelsky, 18 ans, intervient alors que la police a annoncé cette semaine réduire ses efforts dans le nord du Manitoba.

«Malgré ces efforts extraordinaires, il n'y a eu aucune observation confirmée des suspects» depuis la découverte de leur véhicule incendié le 23 juillet à une quarantaine de kilomètres de Gillam (nord du Manitoba), admettait une porte-parole de la GRC Jane MacLachy lors d'une conférence de presse mercredi.

Les deux fugitifs ont abouti dans la région de Gillam, située à plus de 1 000 km au nord de Winnipeg, la capitale du Manitoba, au terme d'une cavale en voiture de plus de 3 000 km à partir de la Colombie-Britannique.

La zone est passée au peigne fin depuis le 25 juillet.

Kam McLeod et Bryer Schmegelsky sont formellement accusés du meurtre sans préméditation d'un professeur de botanique de 64 ans, Leonard Dyck. Ils sont également soupçonnés d'avoir tué un Australien de 23 ans, Lucas Fowler, et son amie américaine, Chynna Deese, 24 ans, dont les corps ont été retrouvés le 15 juillet le long d'une route dans le nord de la Colombie-Britannique (ouest).

Lors d'une conférence de presse mercredi, la porte-parole de la GRC n'avait pas exclu que les deux fugitifs soient morts, ou qu'ils aient réussi à quitter la région de Gillam en déjouant l'important dispositif policier.

L. H.

Inde

## New Delhi reprend en main le Cachemire rebelle

Le gouvernement indien a annoncé hier, la révocation de l'autonomie constitutionnelle du Jammu-et-Cachemire (nord) ainsi que sa dislocation, une décision explosive qui vise à placer sous une tutelle plus directe de New Delhi cette région rebelle revendiquée par le Pakistan.

Ces mesures sans précédent, préparées dans le plus grand secret par les nationalistes hindous du Premier ministre, Narendra Modi, sont susceptibles de provoquer un soulèvement sanglant de la vallée à majorité musulmane de Srinagar. Nombre d'habitants de cette région himalayenne sont hostiles à l'Inde et attachés à leur autonomie qui prévalait depuis les débuts de la République fédérale indienne, il y a sept décennies.

En prévision de possibles troubles, les autorités indiennes ont déployé ces 10 derniers jours plus de 80 000 paramilitaires supplémentaires dans cette zone déjà hautement militarisée. Les Cachemiris étaient totalement coupés du monde hier, les moyens de communication

ayant tous été bloqués, les sorties et rassemblements interdits et les écoles fermées.

Les nationalistes hindous au pouvoir ont passé un décret présidentiel, abolissant un statut spécial de l'Etat du Jammu-et-Cachemire (nord), qui était garanti par la Constitution indienne. L'annonce en a été faite hier matin au Parlement par le ministre de l'Intérieur, Amit Shah, noyée dans le tumulte assourdissant venant des rangs de l'opposition.

Le décret présidentiel «entre en vigueur immédiatement, et remplace aussitôt» des articles constitutionnels relatifs au Jammu-et-Cachemire, en particulier l'article 370, selon le texte diffusé par le gouvernement.

L'article 370 de la Constitution indienne conférait une grande marge de manœuvre au Jammu-et-Cachemire dans la gestion de ses affaires. Il n'autorisait le gouvernement central de New Delhi à légiférer qu'en matière de défense, affaires étrangères et communications dans la région, le reste relevant de l'assemblée législative locale.

Le gouvernement de Narendra Modi a également présenté au Parlement un projet de loi pour diviser le Jammu-et-Cachemire, dont sera séparée la partie orientale, le Ladakh à majorité bouddhiste.

Le Jammu-et-Cachemire restant, qui comprendra les plaines à majorité hindoue de Jammu au sud et la vallée de Srinagar à majorité musulmane dans le Nord, va perdre le statut d'Etat fédéré, pour être rétrogradé au statut de «territoire de l'Union». Cela signifie que la région sera sous l'administration directe de New Delhi et n'aura presque plus aucune autonomie.

Ce projet de loi doit encore être approuvé par le Parlement indien, où le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi et ses alliés ont cependant la majorité absolue.

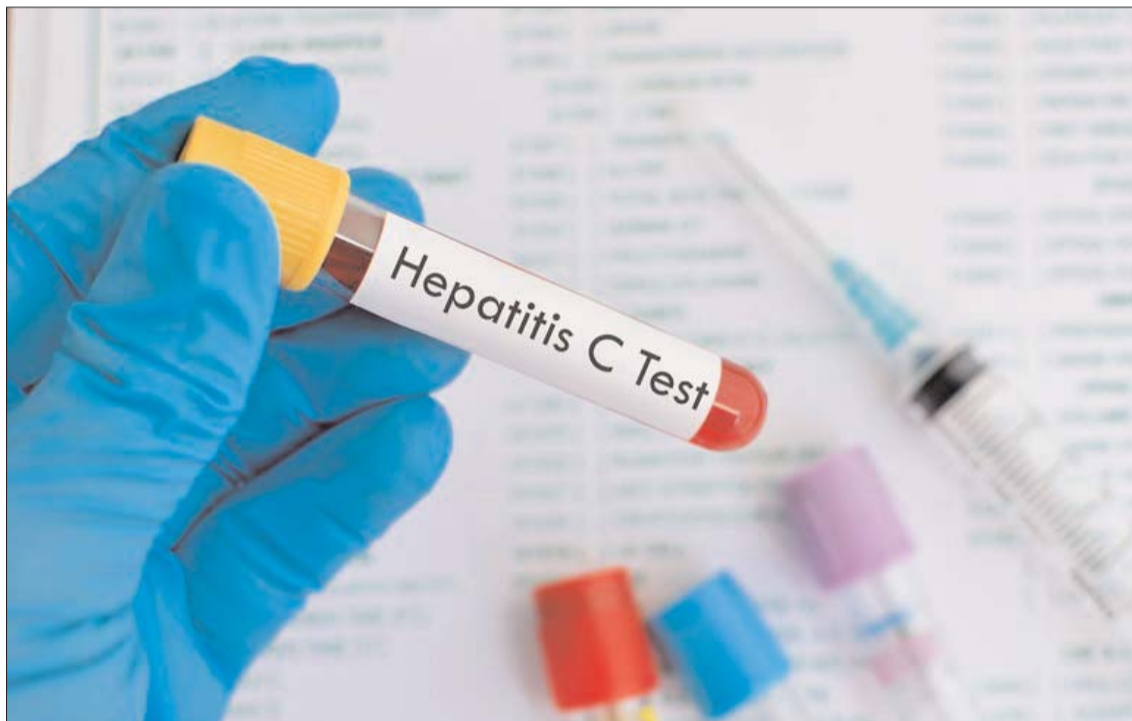
La révocation de l'autonomie du Cachemire était une vieille promesse de campagne des nationalistes hindous de Narendra Modi, qui a été triomphalement réélu au printemps pour un deuxième mandat.

AFP

Lutte contre les hépatites

# L'Algérie enregistre une avancée «considérable»

L'Algérie enregistre une avancée «considérable» dans la lutte contre les hépatites, a affirmé dimanche l'association nationale SOS Hépatites, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale contre l'hépatite (JMCH).



«**E**n Algérie, on enregistre une avancée considérable dans la lutte contre les hépatites et on se positionne en tant que leader grâce à l'implication du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avec la participation active des sociétés scientifiques, la société civile et l'industrie pharmaceutique», a-t-elle indiqué dans un communi-

qué. Selon cette association, la mise en oeuvre du Plan national de l'hépatite est devenue effective grâce au développement et à la production en local des médicaments révolutionnaires permettant l'éradication de l'hépatite C en trois mois.

Ce plan repose également sur des campagnes de sensibilisation et de dépistage visant à inciter les populations à risque à se faire dépister pour les traiter.

Ce plan a pour objectif, l'élimination de l'hépatite C, conformément aux orientations de l'OMS, a-t-elle rappelé.

Selon la même source, un programme de sensibilisation, de formation et de dépistage a été mis en place par les associations SOS Hépatites & Asepa avec les laboratoires Beker sous la tutelle du ministère de la Santé.

Une conférence sur les hépatites a été organisée, dans le

cadre de ce programme, pour le grand public. Conduite par les professionnels de la pathologie, cette conférence est destinée à faire connaître la maladie et ses conséquences.

Des journées de sensibilisation et de dépistage ont été organisées à Alger, le 27 juillet au niveau de la Sablette et le 28 juillet au niveau de la station de métro Tafourah.

«Ces activités, appelées à la sensibilisation sur les modes de contamination de cette maladie et à l'importance de se faire dépister et de se traiter, ont suscité l'intérêt d'un grand nombre de citoyens», a affirmé l'association.

Des sessions de formation ont été également organisées pour la mise à niveau du personnel des centres de dépistage sur la prévention et le dépistage de l'hépatite C.

L'hépatite C est une maladie silencieuse qui touche 150 millions de personnes dans le monde et en tue près de 399 000 par an à cause de ses complications vers la cirrhose du foie et le cancer hépatocellulaire.

C'est un problème de santé publique majeur, car 80% des personnes vivant avec l'hépatite n'ont pas accès à des services de prévention, de dépistage et de traitement, rappelle l'association, soulignant, néanmoins, qu'aujourd'hui, «l'hépatite C est évitable, traitable et guérissable».

O. L.

Kyste hydatique

## Le ministère de la Santé sensibilise sur les précautions à prendre

**L**e ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, invite les citoyens au respect de certaines précautions lors du rituel du sacrifice du mouton, à l'occasion de l'Aïd El Adha, afin d'éviter «tout risque de contamination» du kyste hydatique, indique, dimanche, un communiqué de ce ministère.

Tout en soulignant que «la cérémonie du sacrifice réunit tous les facteurs propices à la diffusion» du kyste hydatique, le ministère de la Santé précise que les précautions à prendre sont liées au «contrôle» du mouton à sacrifier par un vétérinaire.

S'il s'avère impossible d'effectuer ce contrôle, il est recommandé d'«examiner avec précaution les abats et les autres vis-

cères de la bête sacrifiée, afin de rechercher d'éventuels kystes ou vésicules (boules d'eau).

De même qu'il y a lieu de «bouillir ou brûler» les abats et autres viscères comportant des boules d'eau, de les «enterrer profondément sous terre (50 cm) de façon à ce que les chiens errants ne les déterrent pas et de ne les jamais abandonner dans la nature».

Il est, en outre, conseillé aux personnes qui envisagent de sacrifier un mouton d'«éviter de donner les abats et autres viscères portant des boules d'eau à des chiens», est-il ajouté, notant que ces organes constituent «un réservoir de parasites».

«Ne pas jeter les abats parasités de la bête sacrifiée avec les ordures ménagères,

ce qui peut constituer de la nourriture aux chiens errants», est-il également recommandé alors qu'«en cas d'élimination de la peau (toison) du mouton, il convient de la jeter dans les endroits prévus à cet effet».

Le ministère de la Santé attire, enfin l'attention sur la nécessité du respect des règles d'hygiène, consistant à se laver les mains «avant les repas et après avoir caressé un chien».

Le kyste hydatique ou hydatidose est une maladie parasitaire, contagieuse, caractérisée par le développement chez l'homme, le plus souvent au niveau du foie ou du poulmon, de la forme larvaire d'un ver appelé ténia ou *echinococcus granulosus*.

H. L.

Nouvelle revue médicale de la Sûreté nationale

## Une référence scientifique destinée aux étudiants et experts

**L**a direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) vient de publier le n° 0 de la *Revue médicale* qui s'intéresse à la recherche médicale et scientifique. Elle constitue une référence scientifique destinée aux étudiants et spécialistes en la matière.

«Cette nouvelle publication est à même de renforcer l'espace d'échanges d'expertises et d'expériences entre les médecins spécialistes et les chercheurs dans le domaine médical national», a précisé dimanche la Dgsn dans un

communiqué, ajoutant que le n° 0 a consacré une partie aux 12<sup>èmes</sup> Journées médico-chirurgicales supervisées par le directeur général de la Sûreté nationale et qui ont vu la participation des médecins de toutes les spécialités. Le numéro contient une présentation des différentes structures hospitalières de la Dgsn à l'instar de l'établissement hospitalier de Sidi Bel Abbès qui renforce les services médicaux de la police.

Un reportage sur les unités d'assistance

médicale de la Sûreté nationale a été repris également dans la revue. Ces unités fournissent les premiers soins à domicile aux affiliés de la police et élaborent des études médicales sur les maladies, leur diagnostic et leur traitement.

Les lecteurs peuvent consulter et télécharger cette nouvelle publication sur le site électronique de la Dgsn [www.algeriepolice.dz](http://www.algeriepolice.dz) dans la rubrique publications.

H. Y.

Ebola

## Le Mozambique met en place des points de dépistage

Le Mozambique a mis en place des points de dépistage le long de sa frontière avec le Malawi pour prévenir la propagation de l'épidémie d'Ebola apparue en République Démocratique du Congo (RDC), a annoncé un haut responsable du ministère de la Santé.

Les postes de contrôle ont été déployés dans les districts de Milange et Morrumbala (province de Zambézie) et devraient s'étendre aux autres provinces du Mozambique qui partagent une frontière avec le Malawi, a fait savoir un responsable du ministère de la Santé.

«La mise en place de checkpoints pour dépister Ebola obéit à une directive du ministère de la Santé et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour prévenir la propagation de la maladie à d'autres pays», a déclaré le directeur provincial des services de santé Hidayate Kassim, cité par des médias.

Le Mozambique n'a pas encore signalé de cas d'Ebola. Les autres pays voisins de la RDC sont déjà en état d'alerte et l'OMS a élevé en juillet l'épidémie au rang d'urgence sanitaire mondiale.

Ni le Mozambique ni le Malawi n'ont de frontière directe avec la RDC.

«Les postes de contrôle ont pour but de surveiller toutes les personnes qui entrent au Mozambique avec la fièvre ou après avoir été en contact avec quelqu'un passé par la RDC», ajoutant que «ce contrôle va nous permettre de déterminer quel risque encourt notre province».

Ce dépistage est pour les autorités une mesure de contrôle visant à prévenir, détecter et traiter tout cas d'Ebola qui pourrait se déclarer dans le pays.

L'épidémie de fièvre hémorragique qui frappe l'est de la RDC (essentiellement les provinces du nord-Kivu et d'Ituri) depuis août 2018 a fait 1 823 morts, selon les derniers chiffres du ministère de la Santé de la RDC. Elle est la plus grave depuis l'épidémie ayant touché l'Afrique de l'Ouest entre la fin 2013 et 2016.

Elle s'est déclarée en Afrique de l'Ouest en décembre 2013, et a duré plus de deux ans faisant plus de 11 300 morts sur 29 000 cas recensés.

L. T.

Plage de Tamanart à Skikda

# Des milliers d'estivants, après une fermeture de près de 20 ans

Après une fermeture à la baignade pendant près de 20 ans de la plage de Tamanart, la région de Cheraia, située sur les hauteurs Ouest de la wilaya de Skikda, revit à nouveau avec l'afflux de milliers de vacanciers depuis le début de la saison estivale vers cette plage attrayante, qui compte parmi les plus belles du pays.

**F**ermées depuis l'année 2000 pour des raisons sécuritaires, les plages de Tamanart 1 et 2, ont retrouvé finalement leur vocation première suite à la décision des autorités de la wilaya de rouvrir ces plages aux vacanciers, sur insistance des habitants de cette région, encouragés par le retour de la sécurité et la stabilité.

Ancrées au milieu d'une belle forêt luxuriante, ceinturée de hautes montagnes au panorama féérique et regorgeant de différents types d'arbres, tels que les chênes, les saules, les figuiers, les oliviers et les mûriers, ainsi que le laurier qui recouvre presque toute la région, les plages de Tamanart demeurent les plus importantes de la région Ouest de Skikda, de la daïra de Collo précisément.

La beauté du lieu est également accrue par les magnifiques oueds qui descendent des hauteurs de la région de Tamanart jusqu'à la mer, en plus de l'abondance de zones rocheuses et d'eaux limpides et très salines.

## Une région enchanteuse et idyllique

En quittant la région féérique de Choulou, située à 17 km de la plage de Tamanart, les vacanciers n'ont plus qu'un souhait, c'est que le voyage s'éternise et que la route soit interminable pour pouvoir contempler sans fin la beauté des paysages, inhaler les parfums enivrants de différents types d'arbres et profiter de la brise qui incite les touristes à ouvrir les vitres même aux heures les plus chaudes de la journée.

Cette région enchante ses visiteurs avec ses magnifiques panoramas naturels, où l'œil est captivé par les arbres de chêne massif et les arbustes de laurier rose, toujours verdoyant, exhibant ses fleurs colorées, disséminées de chaque côté des berges de l'oued qui déverse ses eaux douces directement dans la mer.

Les estivants cheminent émerveillés par cet environnement exhalant un calme incomparable, rompu de temps à autre par le bruit des véhicules qui empruntent la



route sinueuse et aux nombreux virages menant vers la plage.

Une fois arrivés sur la plage de Tamanart, dont la renommée a dépassé les frontières du pays, en particulier après avoir remporté en 1986 le prix de la meilleure plage d'Algérie, les vacanciers sont subjugués par la limpidité et la transparence de l'eau comme si aucun humain n'avait foulé son sable doré auparavant.

Les visiteurs peuvent également admirer à souhait ses zones rocheuses sous forme de baies, accentuant la beauté des lieux, conjuguant le bleu du ciel au vert du couvert végétal durant toute l'année, surtout que la plage de Tamanart repose sur le flanc des montagnes Bougaroun, riches en liège et en noyer. Fréquentée par de nombreux bateaux de pêche, la plage de Tamanart constitue pour de nombreux habitants de cette région rurale, une réelle source de vie, d'autant que ses ressources marines sont pour eux, un réel moyen de subsistance durant toute l'année.

Cependant, après la réouverture de la plage, les jeunes pêcheurs ont exploité la situation en se convertissant de la pêche aux poissons à la «chasse aux vacanciers», notamment ceux qui préférèrent se rendre sur les plages isolées pour le plaisir d'explorer les lieux et se détendre loin de la

foule des estivants. Pour ces pêcheurs, cette nouvelle activité s'avère lucrative, puisque pour chaque virée n'excédant pas 2 kilomètres vers les plages et les baies de Lekbiba et Beni Said, les estivants désirent découvrir la région et profiter de la majesté des lieux, doivent s'acquitter d'un montant de 1000 DA.

Approchés par l'APS, des jeunes de la région ont fait part de leur satisfaction suite à la réouverture des 2 plages de Tamanart, assurant que cela fait 5 ans qu'ils le réclament, notamment depuis le retour de la sécurité, regrettant, toutefois, que cette région touristique par excellence, n'a bénéficié d'aucun projet d'aménagement à même de réduire le chômage, en particulier en été, où certains se contentent de vendre leurs récoltes ou du poisson fraîchement pêché.

Les habitants de cette région attendent, à ce titre, la concrétisation du projet d'extension de la zone d'investissement touristique de Tamanart, sur une superficie de 67 ha, selon les services de la direction du tourisme, pouvant abriter 5 hôtels de dimension moyenne sur une superficie de 7 ha, ainsi que de vastes parcelles de terrain de 8 ha pouvant accueillir entre 110 et 340 tentes.

Ce projet, datant des années 1980 et

relégué depuis à cause de la situation sécuritaire des années 1990, comporte en outre la réalisation d'un petit port de plaisance et différents commerces, en particulier avec la mise en service de la route côtière qui ouvrirait dès lors de nombreuses perspectives pour la région.

A ce propos, le maire de la commune de Cheraia a affirmé, à l'APS, que toutes les conditions sont réunies pour permettre aux vacanciers de passer d'agréables moments sur les plages de Tamanart 1 et 2 et de profiter d'une saison estivale calme et appropriée, grâce à la création d'accès aux plages, de sanitaires, de parkings, en plus de la sécurité.

En dépit du fait que le souvenir de la décennie noire reste encore vivace, en particulier durant l'année 2000 où la plage avait été ouverte à la baignade une semaine uniquement avant d'être définitivement fermée pendant près de 20 ans, ce début de saison estivale connaît, toutefois, une affluente importante de vacanciers.

Entre le début du mois de juin au 20 juillet 2019, les plages de Tamanart 1 et 2 ont accueilli environ 92.970 vacanciers, selon les services de la protection civile de la wilaya de Skikda, un nombre appelé à augmenter début août.

L. M.

## Aïn Témouchent

### Placement de plus de 2.000 demandeurs d'emplois

**U**n total de 2.022 demandeurs d'emploi ont été placés durant le premier semestre de l'année en cours dans la wilaya de Ait Témouchent, a-t-on appris des responsables du secteur de l'emploi dans la wilaya.

Les placements totalisent 1.580 postes dans le secteur privé, 396 dans le secteur public et 46 au niveau des entreprises étrangères. Les demandes d'emploi déposés au niveau de l'agence de wilaya de l'emploi à Aïn Témouchent ont atteint le nombre de 4.223 notamment dans le cadre du dispositif classique durant le premier semestre de l'année en cours, pour 2.661 offres d'emplois, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Emploi.

Le secteur des services a obtenu la part du lion en matière d'offres d'emploi dans la wilaya avec 1.117 postes d'emploi durant le premier semestre de l'année en cours, en plus de 831 offres d'emploi dans le secteur du bâtiment (BPTH), 650 emplois dans les activités industrielles, 63 offres d'emploi dans le secteur agricole, a-t-on ajouté.

Selon les responsables du secteur, l'écart enregistré entre l'offre et les placements est lié à plusieurs causes, notamment l'inexistence de la spécialité demandée et de la main d'œuvre qualifiée dans plusieurs créneaux, à savoir l'agriculture, la construction, l'industrie, outre le désintéressement des jeunes qui boudent certains métiers.

K. L.

## Manque d'eau potable à M'Chedallah (Bouira)

### Des citoyens d'Ath Brahem ferment le siège de l'APC

**D**es dizaines de citoyens d'Ath Brahem, relevant de la commune de M'Chedallah (Est de Bouira), ont réclaté dimanche l'alimentation en eau potable de leur localité fermant le siège de l'Assemblée populaire communale en guise de protestation contre le «manque criard» de cette ressource vitale, a-t-on constaté.

Les protestataires, des jeunes pour la plupart, ont fermé le portail principal de l'APC empêchant ainsi l'entrée des employés de la commune. «Nous avons fermé le siège communal pour protester contre le manque criard en matière d'eau potable en été. Nous souffrons de la pénurie d'eau potable», s'est plaint un groupe

de citoyens d'Ath Brahem.

«Notre localité a soif notamment en été, nous réclavons des solutions à ce problème», ont-ils réclaté.

Le village d'Ath Brahem qui compte près 900 habitants est alimenté à partir de la grande source noire (Lainser Averkane), située sur les hauteurs de la commune de Saharidj.

Selon les détails fournis à l'APS par le directeur de l'Algérienne des Eaux (ADE), Remdane Haouchène, le débit de cette source se réduit en été pour atteindre jusqu'à 120 litres par seconde, ce qui influe sur le volume distribué quotidiennement pour les différentes localités de cette région enclavée.

«Les habitants d'Ath Brahem et ceux de Saharidj et de Thamourth Ouzemmour ne disposent même pas de compteurs d'eau. Donc la gestion et la distribution de l'eau se fait de manière anarchique», a estimé le même responsable.

M. Haouchène a jugé indispensable d'assurer une gestion claire et organisée de cette ressource afin de pouvoir alimenter les différentes localités notamment en période d'été. «La rationalisation de la ressource est très importante notamment en été. Et la population doit aussi s'adapter aux normes de gestion de l'APC ou de l'ADE afin de pouvoir mettre fin aux perturbations», a-t-il souligné.

H. M.



# CONFLITS ▶▶

Pour des responsables iraniens

## Zarif visé par des sanctions après avoir refusé de rencontrer Trump

**Les Etats-Unis ont imposé des sanctions contre le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, après qu'il eut refusé une invitation à rencontrer le président américain, Donald Trump, ont indiqué dimanche des responsables iraniens.**



**D**ans un article publié vendredi, le magazine *New Yorker* a rapporté que le sénateur américain, Rand Paul, avait joué, avec la bénédiction du président Trump, le rôle d'intermédiaire auprès de M. Zarif pour l'inviter à la Maison-Blanche.

MM. Zarif et Paul se sont rencontrés, selon le magazine, mi-juillet à New York, en marge d'une visite du ministre iranien à l'ONU.

Des responsables iraniens ont confirmé dimanche ces informations.

«Lors d'une rencontre avec un sénateur américain, Zarif a été invité à une réunion et ensuite il a été sanctionné», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Ali Rabiei.

«Pour un gouvernement qui se dit toujours en faveur de négociations, et qui ensuite sanctionne le ministre des Affaires étrangères, si ce n'est pas ridicule, alors qu'est-ce ?», a ajouté M. Rabiei, dans des commentaires retransmis par la télévision d'Etat.

«Nous pensons que ces sanctions montrent que les politiciens

de la Maison-Blanche ont dans une certaine mesure fait de cette question une affaire personnelle», a-t-il déploré, qualifiant un tel comportement de «puéril».

Les relations entre Téhéran et Washington n'ont cessé de se dégrader depuis le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord international sur le nucléaire iranien en mai 2018, suivi du rétablissement de lourdes sanctions américaines contre l'Iran, que l'administration Trump accuse de déstabiliser la région et de chercher à se doter de la bombe atomique.

Depuis mai, des sabotages et attaques de navires dans le Golfe - imputées par les Etats-Unis à Téhéran, qui dément -, la saisie de pétroliers étrangers ainsi que la destruction d'un drone américain par l'Iran ont encore fait monter la pression.

Pour le contre-amiral, Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale cité par l'agence Isna, l'invitation à la Maison-Blanche et les sanctions marquent l'échec de la diplomatie américaine.

«Imposer des sanctions à l'honorable ministre des Affaires étrangères de l'Iran après le rejet de la proposition de Trump de discussions directes montrent que le train de la «pression maximale» s'est arrêté en «gare de l'échec», a affirmé M. Shamkhani, en référence à la campagne de pression lancée par Washington contre l'Iran.

Selon le *New Yorker*, Mohammad Javad Zarif a répondu qu'accepter ou non une invitation à la Maison-Blanche était du ressort de Téhéran. Il a fait part de ses craintes d'un entretien qui ne serait guère plus qu'une séance photo, sans substance. Et les leaders iraniens n'ont finalement pas accepté une telle entrevue, à ce moment-là.

AFP

## Palestine 75 violations israéliennes contre les Mosquées Al-Aqsa et Al-Ibrahimi

Plus de 75 agressions et violations israéliennes contre les Lieux Saints, notamment les Mosquées Al-Aqsa et d'Al-Ibrahimi, ont été constatées durant le mois de juillet, a dénoncé hier, le ministre palestinien du Waqf et des affaires religieuses.

Le département du Waqf, cité par l'agence de presse palestinienne, Wafa, a fait savoir que «les forces israéliennes ont perquisitionné plusieurs fois Musala Bab Al-Rahma dans la Mosquée d'Al-Aqsa, outre l'éloignement et l'arrestation d'un grand nombre de palestiniens».

Juin dernier, trente violations contre des Lieux Saints avaient été enregistrées selon la même source dans un rapport mensuel.

La présidence «porte la responsabilité entière à l'occupation concernant l'escalade dangereuse dans la Mosquée d'Al-Aqsa, à la suite des incursions et des attaques contre les fidèles par des extrémistes colons sous la protection des forces israéliennes», avait déclaré le porte-parole de la présidence, Nabil Abu Rudeineh.

La Ligue arabe avait mis en garde contre les conséquences de l'incursion des colons dans la Mosquée d'Al-Aqsa appuyés par l'armée d'occupation, demandant à la communauté internationale et aux organisations de «briser le silence et assumer rapidement leurs responsabilités juridiques et morales envers El-Qods occupée et ses lieux Saints, et également obliger Israël à respecter le droit international et les résolutions de légitimité internationale».

Janvier dernier, le ministre palestinien des Waqf et des affaires religieuses Youssef Adeis avait fait état de plus de 100 violations israéliennes constatées contre des Mosquées et lieux religieux palestiniens, notamment Al-Aqsa et Al-Ibrahimi.

H. L.

Yémen

## Les Houthis et l'ONU finalisent un accord sur la reprise de l'aide alimentaire

**L**es rebelles yéménites houthis et les Nations unies ont annoncé dimanche, un accord sur la reprise de l'aide alimentaire dans des zones contrôlées par les insurgés dans le Yémen en guerre, qui était suspendue depuis le 20 juin.

Le document a été signé samedi à Sanaa, capitale du Yémen contrôlée par les Houthis, ont précisé dimanche, des médias contrôlés par les insurgés.

Il prévoit notamment l'inscription dans une base biométrique des civils qui ont besoin d'aide de manière à garantir une «distribution effective et efficace» et à en «faire en profiter les plus pauvres», selon le site en ligne Alsyasiah. L'accord mentionne également une «transparence totale» pour les opérations d'en-

registrement des bénéficiaires de l'aide et pour la distribution, selon la même source.

Les Nations unies ont confirmé la finalisation de cet accord.

«A la suite de négociations avec les autorités basées à Sanaa, le Programme alimentaire mondial a signé un accord de haut niveau qui constitue un pas important vers l'adoption de garanties de notre opération humanitaire au Yémen», a déclaré dimanche, Hervé Verhoosel, porte-parole de cette organisation de l'ONU.

«Nous espérons que les détails techniques pourront être convenus dans les prochains jours», a-t-il ajouté dans un courriel adressé à l'AFP. Le patron du PAM, David Beasley, avait annoncé le 18 juillet un «accord de principe»

pour la reprise de l'aide.

Celle-ci avait été suspendue le 20 juin après des accusations de détournement par les rebelles houthis de l'aide destinée aux civils yéménites.

Le conflit au Yémen a fait des dizaines de milliers de morts, dont une majorité de civils, selon diverses sources humanitaires.

Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit 80% de la population, ont besoin d'assistance, selon l'ONU.

Les rebelles houthis, soutenus par l'Iran, sont opposés aux forces progouvernementales, appuyées par une coalition militaire menée par l'Arabie Saoudite depuis 2015.

AFP

Sécurisation des navires dans le détroit d'Ormuz

## Washington sollicite l'aide de l'Australie

**L**e secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a sollicité dimanche, l'aide de Canberra pour sécuriser les voies de navigation dans le détroit d'Ormuz contre des «attaques non provoquées», selon des sources médiatiques.

Les Etats-Unis ont pris la décision de former une mission navale internationale chargée de patrouiller le détroit d'Ormuz et le golfe Persique après plusieurs incidents impliquant des forces iraniennes avec des pétroliers étrangers.

«Mike Pompeo et le chef du Pentagone, Mark Esper, ont rencontré, dimanche à

Sydney, leurs homologues australiens, respectivement Marise Payne et Linda Reynolds, dans l'intention de demander à Canberra son engagement dans le détroit d'Ormuz aux côtés de Washington», ajoutent les mêmes sources. «Les Etats-Unis espèrent que l'Australie le rejoindra et «fera face aux attaques non provoquées de la République islamique d'Iran contre le transport maritime international dans le détroit d'Ormuz», a déclaré Mike Pompeo aux journalistes à l'issue des négociations. Pour sa part, la ministre australienne de la Défense, Linda Reynolds, a confirmé que les Etats-

Unis sollicitaient l'aide de l'Australie pour faire face à Téhéran, mais qu'aucune décision n'avait encore été prise. «La demande des Etats-Unis est sérieuse et complexe, c'est pourquoi nous examinons cette demande avec sérieux. En fin de compte, nous déciderons, comme toujours, de ce qui est dans notre intérêt souverain», a-t-elle souligné. Les Gardiens de la révolution ont arraisonné le 19 juillet le pétrolier britannique *Stena Impero* dans le détroit d'Ormuz «pour violation des règles internationales». 23 marins se trouvaient à bord, dont trois Russes, d'après Northern Marine Management Ltd, qui gère

le pétrolier. Le Royaume-Uni avait auparavant arraisonné un pétrolier iranien à Gibraltar, accusé de livrer illégalement du pétrole à la Syrie.

Les Etats-Unis ont déjà sollicité les pays de l'Union européenne, la Chine et le Japon à l'effet d'adhérer à l'option d'une coalition navale dans la région. Toutefois, la réponse des pays contactés se fait désirer et risque d'être négative, s'accordent à dire les observateurs. La formation d'une coalition navale dans la région du Golfe «est la pire des choses qui puisse arriver dans la région», souligne-t-on.

B. O.

Soudan

# Le pouvoir civil formé le 18 août après des mois de contestation

Une autorité civile chargée de piloter la transition politique au Soudan sera formée le 18 août, une étape cruciale dans ce pays gouverné durant 30 ans par un régime autoritaire et secoué ces derniers mois par une contestation populaire inédite.



**S**igne des bouleversements politiques profonds à l'oeuvre, ce nouveau "Conseil souverain" où les civils auront la majorité, sera mis en place au lendemain du début du procès pour corruption du président Omar el-Béchir, destitué et arrêté par l'armée le 11 avril sous la pression de la rue.

Dimanche, les généraux au pouvoir depuis cette destitution et les chefs de la contestation ont paraphé à Khartoum une déclaration constitutionnelle qui avec une déclaration politique conclue et signée auparavant forment l'accord global sur un pouvoir civil, qui lui sera formellement signé le 17 août.

Les membres du Conseil sou-

verain seront désignés le 18 août, le Premier ministre le 20 août et les membres du gouvernement le 28 août", a déclaré à l'AFP un des meneurs de la contestation Monzer Abou al-Maali en marge de la cérémonie.

La première réunion entre le Conseil souverain et le gouvernement aura lieu le 1er septembre, selon lui.

"Notre gouvernement est civil", "Révolution, révolution", ont chanté des dizaines de Soudanais rassemblés à l'extérieur du bâtiment où a eu lieu la cérémonie pour parapher cet accord accueilli par un concert de klaxons.

A l'intérieur de la salle, les membres de l'Alliance pour la

liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, se sont embrassés en pleurant de joie.

Des centaines de Soudanais ont manifesté leur joie en dansant à Omdourman, ville voisine de Khartoum, et des dizaines d'autres ont scandé "ce pays est le notre et le gouvernement est civil", à Khartoum.

## "Page tournée"

"Nous avons tourné une page de l'Histoire du Soudan en paraphant cet accord", a déclaré Mohammed Hamdan Daglo, le numéro deux du Conseil militaire au pouvoir depuis la mise à l'écart

de M. Béchir, et chef des redoutés paramilitaires des Forces de soutien rapide (RSF).

L'accord global soudanais a été obtenu après de longues et difficiles négociations entre les deux parties.

Le mouvement de protestation était né le 19 décembre quand des milliers de Soudanais étaient descendus dans les rues pour protester contre le triplement du prix du pain. Les manifestations s'étaient rapidement transformées en contestation du pouvoir d'Omar el-Béchir.

Elles ont continué après le départ de ce dernier pour réclamer aux militaires ayant pris le pouvoir de le transférer à des civils.

Plus de 250 personnes sont mortes lors de la répression des manifestations, dont au moins 127 lors de la dispersion le 3 juin d'un sit-in devant le siège de l'armée à Khartoum, selon un comité de médecins proche des protestataires.

Pilier du régime Béchir, avant de contribuer à sa chute, les RSF de M. Daglo ont été accusées d'être impliquées dans la répression du sit-in, ce que leur chef nie.

"Maintenant nous pouvons dire aux martyrs que leur sang n'a pas été versé pour rien", s'est réjoui Omar Hussein, un manifestant brandissant le drapeau national.

## "Objectif paix"

Le Conseil souverain, obtenu de haute lutte, sera composé de cinq militaires et de six civils, et devra mener, avec un Parlement et un gouvernement, la transition pendant un peu plus de trois ans.

Le Premier ministre sera désigné par la contestation et confirmé par le Conseil souverain, selon Ibtissam al-Sanhouri, une des négociatrices des protestataires. La contestation disposera de 201

sièges sur les 300 du Parlement.

L'objectif de la transition dans ce pays meurtri par de nombreux conflits et dont l'économie est exsangue est "de parvenir à une paix permanente et globale avec les groupes armés tout en mettant fin à la marginalisation" d'une partie de la population, a souligné le médiateur éthiopien Mahmoud Drir après la cérémonie de signature.

Du Darfour (ouest) au Kordofan-Sud et au Nil-Bleu (sud), des conflits internes ont opposé des groupes rebelles ethniques s'estimant marginalisés à des forces loyales au pouvoir, faisant des centaines de milliers de morts.

La déclaration constitutionnelle adoptée par les militaires et la contestation inclut les groupes rebelles, a rappelé un des négociateurs du mouvement de contestation, Satea al-Haj.

"Une conférence de paix globale est prévue dans les six premiers mois de la période de transition", a précisé Babikir Faisal, un leader de la contestation.

"Cet accord est une étape importante pour la réalisation de la paix et de la stabilité", a estimé l'Égypte, le saluant comme les Emirats arabes unis, pour qui cela "tourne la page" du régime Béchir.

L'Arabie saoudite, le Qatar, Bahreïn et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont également salué l'accord intersoudanais.

"Cette phase permettra au Soudan de sortir de la liste des sponsors du terrorisme", sur laquelle il a été placé par les États-Unis en 1993, a espéré le médiateur éthiopien. Le pays y avait été placé pour avoir abrité un temps l'ex-leader du groupe jihadiste d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden.

AFP

Gouvernement nigérian

# On prend les mêmes et on recommence

**L**e président nigérian Muhammadu Buhari, élu à 76 ans pour un second mandat en février, n'a toujours pas de gouvernement, mais les noms qu'il a soumis au Parlement pour approbation la semaine dernière suscitent déjà la polémique.

Ainsi que le prévoit la Constitution du pays, le Sénat a validé cette semaine les 43 noms que lui a soumis le président, mais les ministres ne sont pas encore entrés en fonction et personne ne connaît les portefeuilles auxquels ils seront assignés.

Ce retard, dans un pays de 190 millions d'habitants en proie à l'insécurité, gangréné par la corruption et à l'économie fragile malgré une production de deux millions de barils de pétrole par jour, inquiète investisseurs et observateurs.

Il y a quatre ans déjà, le gouvernement avait été entériné six mois après l'investiture de Buhari, surnommé "Baba go-slow" (Papy va-doucement), et tout le monde craint qu'un tel scénario ne se répète.

Des voix se lèvent également pour dénoncer le peu de femmes choisies (7 sur 43), dans un pays qui détient déjà le record de la plus faible représentation des femmes au Parlement pour toute l'Afrique subsaharienne, selon un rapport de International Republic Institute (IRI) de 2019.

"16,3% de femmes dans le gouverne-

ment, c'est abyssal", regrette Ndi Kato, jeune politicienne de 28 ans, dans la presse locale. "Ce gouvernement n'a aucun intérêt pour les femmes, alors que nous avons un nombre très important de femmes qualifiées au Nigeria", dénonce-t-elle.

Un avis largement partagé sur les réseaux sociaux, les médias et dans tous les cercles universitaires, qui dénoncent également la moyenne d'âge de 60 ans dans un pays jeune où l'âge médian est de 18 ans.

## Politiciens ou technocrates

Les commentateurs politiques regrettent également que 14 des ministres choisis appartenaient déjà au précédent gouvernement (2015-2019), ne laissant ainsi présager aucune réforme de fond ou changement de cap. Au contraire, la quasi-totalité des noms listés sont des anciens de la scène politique nigérienne, tels Babatunde Fashola, ex-gouverneur de l'Etat de Lagos et ancien ministre de l'énergie, Rotimi Amaechi, ex-gouverneur de l'Etat pétrolier de Rivers et ancien ministre des Transports, mais aussi les ex-secrétaires d'Etat au Budget Zanaib Ahmed ou aux Affaires Etrangères Geoffrey Onyema. Ils devraient tous être reconduits à leur poste, à l'exception d'Emmanuel Ibe Kachikwu, ancien secrétaire d'Etat au Pétrole. Ancien d'Exxon Mobil, il était une

des rares personnalités de l'ancien gouvernement à être issu du privé.

Selon le think-tank Transition Monitoring Group (TMG), basé à Abuja, ce deuxième mandat aurait pu être l'occasion pour le président Buhari de prendre davantage de risque en accordant une plus grande place aux technocrates et aux réformistes.

"On aurait pu s'attendre à ce que le président sélectionne plus de personnalités avec plus de compétence spécifique à leur domaine à un moment où l'on s'inquiète pour le futur du pays", estime la directrice de TMG, Abiola Akiyode-Afolabi.

## Récompenses

Toutefois, après une série de défections massives au sein du parti au pouvoir lors du premier mandat de Buhari, le Congrès de tous les progressistes (APC) avait besoin de cohésion, note Eurasia consultancy Group, un cabinet d'analyse politique basé à Washington.

"En récompensant les personnalités importantes du parti qui l'ont aidé à sa réélection, Buhari renforce son parti, mais risque d'anéantir les efforts qui avaient été faits pour diminuer le clientélisme", écrit le groupe à l'AFP. Le clientélisme et la protection des alliés est un des composants essentiels de la politique nigérienne depuis la fin de

la colonisation britannique, souvent au dépend du développement du pays et de la lutte anti-corruption.

Mettre un terme à ce "cancer" qui ronge le premier producteur de pétrole d'Afrique est pourtant la priorité annoncée de la présidence depuis 2015.

Mais Debo Adeniran, à la tête de la Coalition contre les leaders corrompus (Coalition Against Corrupt Leaders, CACOL), regrette, dans une interview à l'AFP, la présence de nombreuses personnalités qui se sont déjà fait connaître dans des affaires douteuses.

Son association avait demandé plusieurs fois à Babatunde Fashola de démissionner de son poste, alors qu'il était gouverneur de Lagos, l'accusant de fraudes.

De même, Goodwill Akpabio, ancien sénateur et gouverneur de la région pétrolière d'Akwa Ibom a été régulièrement accusé d'avoir détourné les fonds de son Etat, sans n'avoir jamais été poursuivi en justice. Lai Mohammed, ancien ministre de la Communication qui devrait être reconduit est également montré du doigt.

"Pour que l'on prenne Buhari au sérieux dans son combat anti-corruption, il faudrait rayer beaucoup de noms de cette liste", dénonce M. Adeniran.

AFP

# Commerce : la monnaie chinoise chute après les menaces de Trump

**Plus de 7 yuans pour un dollar. La devise chinoise dévisait hier, face au billet vert, alimentant les spéculations sur un geste délibéré de Pékin pour soutenir ses exportations en pleine guerre commerciale avec l'Amérique de Donald Trump.**

**C**e seuil symbolique des 7 yuans n'avait pas été franchi depuis 9 ans. Ce dépassement survient quatre jours après les dernières menaces de sanctions américaines contre les produits chinois.

Sur le marché offshore, le yuan s'échangeait peu avant 15h30 locales (07h30 GMT) à 7,0282 pour un dollar, en repli de 1,26% par rapport à vendredi, soit son niveau le plus faible depuis 2010.

La monnaie de Pékin n'est pas entièrement convertible et la Banque centrale chinoise fixe chaque jour un taux pivot, qui s'inscrivait hier, à 6,9225 pour un dollar, en repli de 0,33% par rapport à vendredi.

Mais les marchés jouaient le yuan à la baisse, le faisant tomber jusqu'à près de 7,11 pour un dollar en début de journée, avant un redressement laissant supposer que la banque centrale serait intervenue pour calmer les marchés.

Dans un communiqué, l'institution a assuré avoir «l'expérience, la confiance et la capacité de maintenir le taux de change du yuan à un niveau raisonnable et équilibré».

Le président Donald Trump a fréquemment accusé Pékin de dévaluer artificiellement sa monnaie afin de soutenir ses exportations. Après enquête, le Trésor américain s'est toutefois refusé plusieurs fois à accuser la Chine de manipuler sa devise.

## 7,30 yuans pour un dollar ?

La Chine et les Etats-Unis sont engagés depuis plus d'un an dans un bras de fer commercial qui s'est traduit par l'imposition réciproque de droits de douane punitifs sur plus de 360 milliards de dollars d'échanges annuels.

Une baisse du yuan favorise les exportations chinoises et atténuerait l'impact de la hausse des droits de douane américains sur les produits chinois.

«Le gouvernement chinois peut être tenté d'autoriser une dépréciation supplémentaire



du yuan pour soutenir sa croissance» au moment où les perspectives économiques du géant asiatique s'assombrissent du fait de la guerre commerciale, estime Ken Cheung, stratège à Mizuho Bank.

Pékin s'efforçait jusqu'ici de soutenir sa monnaie «pour ne pas compromettre» les pourparlers commerciaux avec les Etats-Unis, relève Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics.

Laisser filer la devise sous les 7 yuans montre que les autorités chinoises «ont pratiquement abandonné tout espoir d'un accord commercial» avec Washington, estime-t-il.

Donald Trump a relancé jeudi la guerre commerciale contre Pékin, en annonçant son intention d'étendre des droits de douane supplémentaires à la quasi-totalité des importations en provenance de Chine à compter du 1er septembre. «Nous avons anticipé le fait que la banque centrale finirait par dévaluer le

yuan en réaction aux tensions commerciales, mais nous ne nous attendions pas à ce que cela survienne aussi rapidement», a ajouté M. Evans-Pritchard, envisageant à présent un taux de 7,30 yuans pour un dollar d'ici la fin de l'année.

Pékin cherche pourtant depuis 2015 à stabiliser la valeur de sa monnaie pour protéger ses réserves de change et empêcher des sorties importantes de capitaux.

## Une riposte

Le patron de la Banque centrale chinoise avait assuré en mars qu'il ne se servirait «jamais» du taux de change «comme outil» dans la guerre commerciale.

Les Etats-Unis reprochent à la Chine d'être largement responsable de leur énorme déficit commercial. Ils réclament à Pékin des réformes structurelles pour interdire par exemple les subventions aux entreprises

publiques, les transferts de technologie imposés aux entreprises étrangères et le «vol» de la propriété intellectuelle américaine. Ils exigent aussi l'achat de davantage de produits américains, notamment agricoles.

Mais en représailles aux dernières menaces de Donald Trump, Pékin a semble-t-il demandé à ses entreprises publiques de cesser l'achat de produits agricoles américains, a rapporté hier, l'agence d'information financière Bloomberg sans nommer ses sources. Dans sa riposte à Washington, la Chine viserait ainsi les agriculteurs américains, très dépendants du marché chinois et qui constituent une importante base électorale pour Donald Trump à l'approche de la présidentielle de 2020. De son côté, l'euro s'échangeait en début d'après-midi contre 7,75888 yuans, soit près d'un yuan de plus par rapport à il y a quatre ans.

AFP

## A Pohnpei, Pompeo affiche l'intérêt américain pour la Micronésie face à la Chine

**L**e voyage est «historique»: le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, est arrivé, hier à Pohnpei, principale île des Etats fédérés de Micronésie, pour afficher l'intérêt renouvelé de Washington pour ses alliés du Pacifique, aussi petits soient-ils, sur fond de confrontation régionale avec la Chine.

C'est la première fois qu'un chef de la diplomatie des Etats-Unis se rend dans cet Etat paradisiaque loin de tout et peu habitué à accueillir les grands de ce monde, où il doit rencontrer, lors d'une visite de quelques heures, les dirigeants de la fédération, mais aussi ceux des Palaos et des îles Marshall, d'autres micro-pays de l'océan Pacifique.

Le déplacement est d'autant plus notable que ces mêmes dirigeants ont été reçus, il y a moins de trois mois par le président américain, Donald Trump à la Maison-Blanche.

«Le fait qu'il s'agisse d'une zone stratégique n'est pas nouveau», assure un haut responsable américain, sous couvert d'ano-

nymat, évoquant des liens historiques anciens. Mais les «échanges» récents «ont lieu à un niveau clairement élevé», a-t-il reconnu.

«Au cours de la dernière année, les Etats-Unis ont oeuvré de manière proactive pour renforcer leurs positions dans la région des îles du Pacifique, qu'ils considèrent comme stratégiques», explique à l'AFP, la chercheuse Elizabeth Economy, du cercle de réflexion américain Council on Foreign Relations.

La visite de Mike Pompeo s'inscrit ainsi dans la politique américaine pour une «région indo-pacifique libre et ouverte», dont l'objectif assumé, et déjà clamé ces derniers jours par le secrétaire d'Etat à Bangkok puis à Sydney, est de contrer une puissance chinoise jugée de plus en plus expansionniste.

## Activisme de Pékin

Car si ces îles sont petites et dispersées dans l'océan, elles s'étendent d'est en ouest

sur 2 700 km, un détail de taille lorsqu'un des principaux contentieux sino-américains dans la région porte sur la liberté de navigation.

Washington est déjà bien présent en Micronésie - une fédération qui réunit quatre pays formés de plus de 600 petites îles et atolls sur la ligne de l'Equateur - grâce à une coopération dans le domaine du développement, ainsi qu'à sa protection militaire.

Les Etats fédérés de Micronésie, jadis appelées les îles Carolines sous tutelle américaine, bénéficient depuis 1987 d'un statut de libre-association avec les Etats-Unis. Mais ces accords doivent être renouvelés dans les prochaines années.

Or l'activisme de Pékin, accusé de mener une offensive de charme et de coups d'infrastructures et de prêts, et ses efforts pour que les îles Marshall et les Palaos rompent leurs relations diplomatiques avec Taïwan au profit de liens nouveaux avec la Chine, ont alarmé l'administration Trump.

«Les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre de considérer comme acquis le soutien des îles du Pacifique», prévient Elizabeth Economy.

Encore récemment, le gouvernement américain a pu constater l'importance de ces petits pays, lorsqu'ils ont été parmi les seuls à l'Assemblée générale de l'ONU - où leur voix compte comme celle de chaque Etat - à afficher leur soutien à Washington après la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Reste un point, crucial pour ces îles, sur lequel le département d'Etat américain est resté discret avant la visite de Mike Pompeo: le réchauffement climatique qui, par l'élévation du niveau des mers, menace leur existence même. L'administration Trump, qui confie volontiers son scepticisme sur ce sujet, ne semble pas en faire une priorité de ses relations renouvelées avec la Micronésie.

AFP



# Après deux fusillades, Trump jure que "la haine" n'a pas sa place aux Etats-Unis

**Donald Trump a assuré dimanche que "la haine" n'avait pas sa place aux Etats-Unis après deux fusillades meurtrières qui ont fait 29 morts et relancé les critiques contre le ton incendiaire du président, accusé par ses détracteurs de nourrir les tensions dans le pays.**

**U**n homme blanc de 21 ans a ouvert le feu samedi matin à El Paso, ville à majorité hispanique, faisant 20 morts, dont six Mexicains, dans un centre commercial bondé. Placé en garde à vue, il a été inculpé dimanche et encourt la peine de mort, a déclaré la police locale.

Dans la nuit de samedi à dimanche, un autre jeune homme blanc, âgé de 24 ans, a abattu neuf personnes, dont sa propre soeur, dans un quartier animé de Dayton, dans l'Ohio, au nord-est.

«Il n'y a pas de place pour la haine dans notre pays», a réagi le président américain dans sa première apparition télévisée depuis les drames, qui ont semé la consternation dans le pays.

«Il faut que ça s'arrête. Ça dure depuis des années», a-t-il poursuivi en référence aux tueries de grande ampleur qui frappent régulièrement les Etats-Unis.

Depuis le début de l'année, plus de 250 fusillades ont fait quatre victimes, morts et blessés confondus, selon un

décompte de l'organisation Gun archives violence.

«Peut-être qu'on peut faire davantage» pour lutter contre cette épidémie, a reconnu le président, avant d'ajouter que les deux drames relevaient «d'un problème de maladie mentale».

Cet argument est régulièrement utilisé par les républicains pour contrer les demandes de ceux qui voudraient une meilleure régulation du marché des armes à feu.

## La piste raciste

La police examine la piste du racisme dans la tuerie d'El Paso, dont l'auteur est soupçonné d'avoir rédigé un manifeste anti-hispanique avant de passer à l'acte.

L'affaire est traitée comme un cas de «terrorisme intérieur», a annoncé la justice fédérale.

La plupart de ses victimes, qui n'ont pas encore été identifiées, sont tombées à l'intérieur d'un hypermarché Walmart, et quelques unes sur le parking, a précisé le chef de la police locale, Robert Gomez.

Après ce bain de sang, Donald Trump a été accusé par ses adversaires démocrates d'alimenter la montée de l'intolérance avec ses fréquentes déclarations au vitriol.

«M. le président, arrêtez votre rhétorique raciste, haineuse et anti-immigrés», a tweeté Bernie Sanders, l'un des favoris de la primaire démocrate. «Votre langage a créé un climat qui encourage les extrémistes violents», a-t-il ajouté.

Donald Trump «encourage non seulement la rhétorique raciste, mais aussi la violence qui suit», a renchéri un autre candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2020, Beto O'Rourke, originaire d'El Paso.

La fille du président, Ivanka Trump, a tenté d'apaiser la situation. «La suprématie blanche, comme tout autre forme de terrorisme, est un fléau qui doit être détruit», a-t-elle tweeté.

## Trente secondes

Dans l'Ohio, le bilan de la tuerie aurait pu être encore plus dramatique.

Des policiers qui patrouillaient dans le quartier ont abattu Connor Betts 30 secondes après ses premiers tirs.

«S'ils n'avaient pas été là, nous aurions pu avoir des centaines de morts et de blessés», a déclaré Nan Whaley, la maire de la ville.

Le jeune homme, équipé d'un fusil à cadence rapide et d'un gilet pare-balles, avait toutefois eu le temps de faire neuf morts et 27 blessés.

Anthony Reynolds sortait d'un nightclub avec son cousin à ce moment-là. «Quand on a vu les corps commencer à tomber, on a compris que c'était grave», a-t-il raconté sur la chaîne MSNBC. «Nous avons crié aux gens : « courez, il y a un tireur », a-t-il ajouté.

Parmi les victimes figurent six Noirs et trois Blancs âgés de 22 à 57 ans, dont la soeur du tireur, l'une des premières à être tombée sous ses balles, a précisé la police.

Il était arrivé sur les lieux dans le même véhicule qu'elle, avec une autre connaissance qui a été interrogée par les enquêteurs.

Le chef de la police locale, Richard Biehl, a refusé de spéculer sur les motivations du jeune homme. «Nous n'avons pas assez d'informations à ce stade pour répondre à la question que tout le monde se pose : pourquoi ?».

AFP

## Les Etats-Unis face à la menace du "terrorisme blanc"

**D**eux jeunes hommes blancs au style paramilitaire ont abattu 29 personnes au cours du week-end aux Etats-Unis, confirmant les craintes de ceux pour qui le «terrorisme blanc» est désormais la principale menace pesant sur le pays.

Parmi les pleurs, des voix se sont élevées des deux côtés de l'échiquier politique pour appeler les autorités à prendre la mesure d'un danger, longtemps occulté par la lutte contre les attaques jihadistes.

«Les vies perdues à Charleston, San Diego, Pittsburgh et, vraisemblablement désormais aussi à El Paso, sont les conséquences d'un terrorisme nationaliste blanc», a estimé Pete Buttigieg, candidat à la primaire démocrate, en référence à des attaques menées dans une église noire, deux synagogues et à celle de samedi dans un centre commercial du Texas.

Un homme blanc de 21 ans, armé d'un fusil d'assaut, a fait 20 morts, dont six Mexicains, près d'un supermarché d'El Paso, une ville à 85% hispanique.

Un manifeste, attribué au tireur et circulant sur Internet, dénonce «une invasion hispanique du Texas» et fait référence à la tuerie commise par un suprémaciste blanc dans des mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande (51 morts, le 15 mars).

L'affaire est traitée comme un cas de «terrorisme intérieur», ont annoncé les autorités fédérales.

Treize heures plus tard, un autre homme blanc, âgé de 24 ans, a semé la terreur à Dayton, dans l'Ohio, faisant neuf morts en moins d'une minute. Sa soeur figure parmi les victimes et ses motivations n'étaient pas claires dans l'immédiat.

## «Diabolique»

«On a ici deux facteurs qui se combinent», a poursuivi Pete Buttigieg sur Fox News : «D'un côté la faiblesse des politiques de régulation du marché des armes, et de l'autre la hausse d'un terrorisme intérieur inspiré par le nationalisme blanc.»

«On ne pourra pas protéger l'Amérique de cette menace si on n'est pas prêt à la nommer», a poursuivi le jeune maire de South Bend (Indiana). «Le gouvernement doit arrêter de prétendre que c'est juste du hasard et qu'on ne peut rien faire.»

Le président Trump a qualifié la fusillade d'El Paso d'«acte de lâcheté», sans s'étendre sur les motifs présumés du suspect. Et le maire républicain d'El Paso a réduit la tragédie dans sa ville à l'acte d'un «homme dérangé, purement diabolique».

Mais, même pour certains républicains, cette explication ne suffit plus.

«La lutte contre le terrorisme est déjà une priorité, je pense qu'elle devrait inclure de s'opposer avec fermeté au terrorisme blanc», a tweeté George P. Bush, le neveu de l'ancien président George W. Bush élu au Texas. «C'est une menace réelle et actuelle», a-t-il poursuivi.

«La suprématie blanche, comme toute autre forme de terrorisme, est un fléau qui doit être détruit», a tweeté la propre fille du président, Ivanka Trump.

## «Identité blanche»

En 2017 et 2018, selon le centre d'analyse New America, les violences d'extrême droite ont fait plus de victimes aux Etats-Unis que les attaques jihadistes.

Mais les autorités, qui avaient mis l'accent sur la lutte contre la menace jihadiste après les attentats du 11 septembre 2001, ont tardé à réagir.

«Même sous le gouvernement du démocrate Barack Obama, les services de renseignements ont souvent ignoré les menaces d'extrême droite pour des raisons politiques», a écrit, en mars, Robert McKenzie de ce centre de réflexion.

Le directeur de la police fédérale, Christopher Wray, s'est défendu en avril, assurant que ses services étaient «très actifs» face à la menace posée par les suprémacistes blancs. «L'an dernier, nous avons procédé à davantage d'arrestations liées au terrorisme intérieur» qu'au «terrorisme international», avait-il ajouté.

Mais des doutes demeurent en raison de l'attitude de Donald Trump.

Le président a repris à son compte l'idée d'une «invasion» de migrants, a refusé de condamner des manifestations violentes d'extrême droite à Charlottesville en août 2017, et a récemment appelé des parlementaires de l'opposition issues des minorités à «retourner» dans leur pays.

«Le président en personne promeut le racisme et la suprématie blanche», a accusé une autre candidate à la primaire démocrate, Elizabeth Warren. Un de ses rivaux, Beto O'Rourke, est même allé plus loin, en assurant que Donald Trump «encourage, non seulement la rhétorique raciste, mais aussi la violence qui suit».

AFP

Nuon Chea

# L'idéologue impénitent des Khmers rouges

**Nuon Chea, décédé dimanche à l'âge de 93 ans, était le redouté "frère Numéro deux", l'idéologue de la machine à tuer des Khmers rouges qui plongea le Cambodge dans l'horreur entre 1975 et 1979.**

**L**e bras droit de Pol Pot est l'un des trois dignitaires du régime ultra-maoïste qui fit quelque deux millions de morts, à avoir été jugé.

En 2014, il a été condamné à la prison à perpétuité pour «crimes contre l'humanité», aux côtés de Khieu Samphan, le chef de l'Etat du «Kampuchéa démocratique», nom officiel du Cambodge entre 1975 et 1979. Leurs peines ont été confirmées en appel deux ans plus tard.

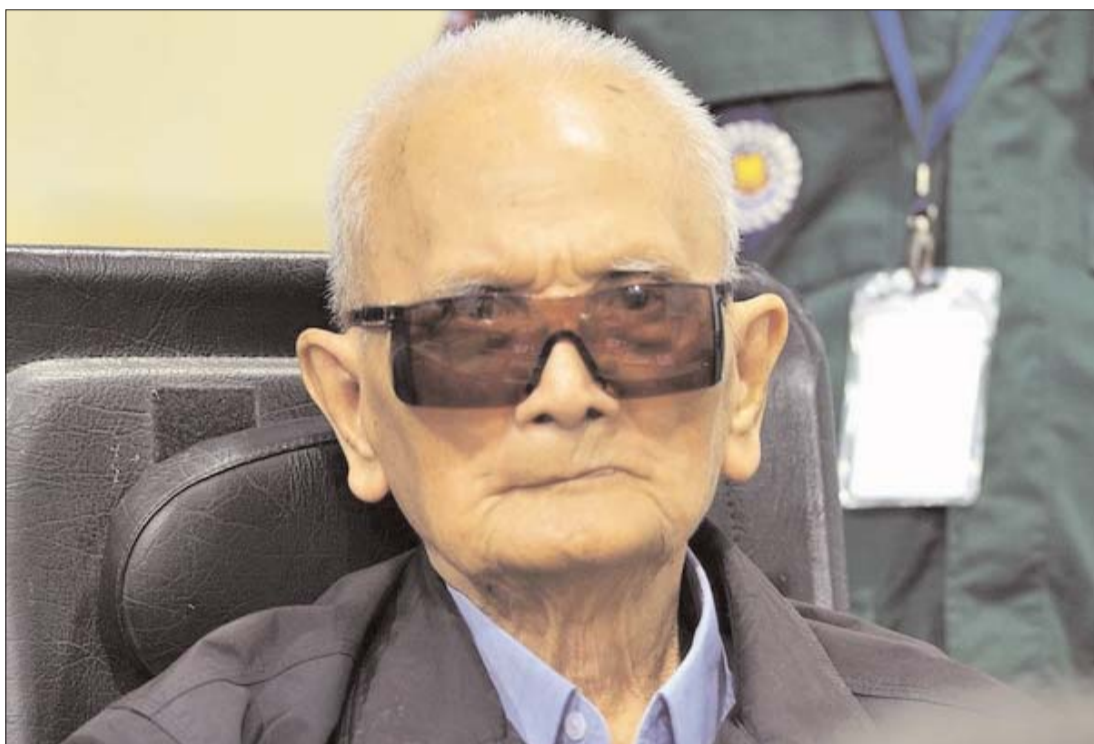
Les deux hommes ont également été reconnus coupables en 2018 de «génocide» à l'encontre de Vietnamiens et de membres de la communauté des Chams.

Se cachant souvent aux procès derrière des lunettes noires, Nuon Chea n'a jamais reconnu sa responsabilité dans les atrocités.

En 2013, dans une déclaration lue au tribunal, il avait ainsi imputé les crimes à ses subordonnés qualifiés de «traîtres».

«Je ne leur ai jamais donné l'instruction de maltraiter, tuer des gens, priver de nourriture ou commettre un génocide», avait-il affirmé.

De son vrai nom Long Bunruot, Nuon Chea est né en 1926 dans une famille sino-khmère installée dans la province de Battambang, dans le nord-ouest du Cambodge.



Il étudie le droit à l'université Thammasat à Bangkok dans les années 40, travaille pour le ministère thaïlandais des Affaires étrangères, devient membre du Parti

communiste du pays.

De retour au Cambodge, il intègre la résistance contre la puissance coloniale française et aide à l'organisation du Parti communiste du Kampuchéa au lendemain de l'indépendance, en 1954.

Il consolide les structures du parti, puis s'enfuit de Phnom Penh en 1970, après le putsch du général pro-américain Lon Nol.

Numéro deux du commandement militaire des Khmers rouges de 1970 à 1975, il est aussi son commissaire politique en chef, chargé à partir de leur prise de pouvoir, en 1975, de traquer les enne-

mis de la révolution.

## «au coeur du système»

Considéré comme une personnalité très secrète, il apparaît, d'après les documents que laissera le régime à sa chute, «au coeur du système de purge», relève Solomon Kane, auteur d'un Dictionnaire des Khmers rouges.

Nuon Chea est «impliqué dans divers assassinats» et a joué «un rôle de premier plan dans le meurtre des intellectuels».

«Il existe des éléments substantiels et évidents» pour prouver qu'il a joué un rôle «moteur» et «cen-

tral» dans «la préparation» et la «mise en oeuvre» de la «politique d'exécution» des Khmers rouges, ont également écrit les chercheurs Stephen Heder et Brian Tittmore dans un ouvrage sur cette période.

Nuon Chea s'était rendu aux autorités cambodgiennes en 1998 dans le cadre d'un accord qui avait mis fin aux activités des Khmers rouges.

Il avait finalement été arrêté à vivre librement pendant près de dix ans dans la région de Pailin (nord-ouest), dans une petite maison en bois avec son épouse tout près de la frontière thaïlandaise.

Il avait finalement été arrêté fin 2007, non sans avoir fait des aveux, qu'il ne répètera pas au tribunal, devant la caméra du journaliste cambodgien Thet Sambath.

Dans «Enemies of the people» («Ennemis du peuple») sorti en 2009, Nuon Chea raconte ainsi calmement pourquoi les Khmers rouges avaient exécuté les «criminels» impossibles à «rééduquer».

«Ils ont été tués et détruits. Si nous les avions laissés vivre, la ligne du parti aurait été détournée. Ils étaient des ennemis du peuple».

Une confession d'un sang-froid effrayant diffusée lors de l'audience en 2011, devant un Nuon Chea qui n'avait pas bronché.

«Les crimes qu'il a commis doivent demeurer une leçon pour nous tous dans le futur», a relevé auprès de l'AFP Youk Chhang, directeur du Centre de Documentation du Cambodge, un organisme de recherche qui a fourni de nombreuses preuves au tribunal.

AFP

Russie

## L'armée a éteint plus de 700 000 hectares de feux de forêt

**A**u cours des quatre derniers jours, les forces aériennes du ministère russe de la Défense ont réussi à éteindre quelque 753 000 hectares de feux de forêt dans les régions de Krasnoyarsk et d'Irkoutsk en Sibérie, a annoncé dimanche le ministère.

Le détachement d'aviation du ministère de la Défense a déversé environ 6 000 tonnes d'eau sur les zones boisées touchées par les incendies depuis le début de l'opération.

Des incendies couvrant quelque 303 000 hectares de forêt ont été éteints dans la seule journée de dimanche, selon un communiqué du ministère. Des avions de transport militaires Il-76 et des hélicoptères Mi-8 du ministère de la Défense ont été déployés dans les opérations de lutte contre les incendies, précise le communiqué. La Russie a déclaré l'état d'urgence dans les forêts de quatre régions de Sibérie et d'Extrême-Orient, en raison de feux de forêt de très grande envergure.

Selon des données publiées mercredi par le Service aérien de protection des forêts de Russie, près de 3 millions d'hectares de forêt ont été touchés par les incendies dans le pays.

H. L.

France

## Une charte pour des plages sans déchets plastiques

**L**a secrétaire d'Etat française à la Transition écologique, Brune Poirson, va présenter lundi une charte pour lutter contre les déchets plastiques sur les plages, qui comprend quinze engagements.

«Aujourd'hui, 80% des déchets marins proviennent de la terre et 75% d'entre eux sont des déchets plastiques», rappelle le ministère de la Transition écologique. «Sacs à usage unique, emballages, mégots sont les déchets les plus répandus dans nos océans», selon la même source.

La charte que Mme Poirson présentera lundi matin à l'occasion d'une visite sur une plage de la Seyne-sur-Mer, dans le Var, se décline en trois paliers, selon le nombre d'engagements - de cinq à quinze - pris par les communes littorales.

Ces actions de sensibilisation, de prévention et de ramassage, consistent en l'installation de poubelles de tri ou encore à sensibiliser les commerçants installés près des plages à ne pas distribuer d'objets en plastique à usage unique. Le gouvernement s'est fixé comme objectif «zéro plastique rejeté en mer d'ici 2025», qui paraît très ambitieux alors que la France a rejeté environ 11.200 tonnes de plastique rien qu'en Méditerranée en 2016, selon un rapport de WWF.

L'Union européenne a également décidé l'interdiction à partir de 2021 de produits plastiques à usage unique comme les coton-tiges, pailles, touillettes à café, couverts ou assiettes.

H. K.

Chine

## Lancement d'une expédition scientifique en amont du fleuve Yangtsé

**D**es scientifiques chinois ont lancé dimanche une expédition scientifique dans la région en amont du fleuve Yangtsé, le plus long fleuve de Chine, ont déclaré des sources du ministère des Ressources en eau citées par l'agence Chine nouvelle.

L'expédition scientifique globale, menée conjointement par le Changjiang River Scientific Research Institute (CRSRI) de la Commission des ressources en eau de Changjiang et les départements de conservation de l'eau de la province du Qinghai (nord-

ouest), vise à explorer davantage des ressources en eau et l'écologie dans la région, y compris l'hydrologie, la teneur en limon et l'érosion des sols, selon le CRSRI. Par rapport aux expéditions précédentes, les chercheurs mèneront également cette année une série d'études portant sur les habitats des poissons, les micro-organismes aquatiques et l'évolution des terres humides des marécages dans la région.

Depuis 2012, le CRSRI a effectué un total de huit expéditions scientifiques globales sur les

eaux en amont du fleuve pendant sept années consécutives, fournissant des données de première main considérables pour des projets de recherche tels que la protection du fleuve Yangtsé et la construction du parc national de Sanjiangyuan. Le CRSRI a construit la seule base de recherche scientifique de la région dans le district de Zadoi de la préfecture autonome tibétaine de Yushu à une altitude de plus de 4.000 mètres afin d'effectuer l'expédition sur une base régulière.

H. Y.

Marseille

## Un adolescent de 17 ans tué par balle dans les quartiers nord

**U**n jeune homme de 17 ans a été tué par balles dans les quartiers nord de Marseille dimanche soir, ont indiqué les pompiers confirmant une information de La Provence. Selon le quotidien, il s'agirait d'un règlement de comptes.

Le mineur a été abattu alors qu'il se trouvait sur une place connue pour abriter un trafic de stupéfiants située dans le 15e arrondissement. Les pompiers ont tenté de ranimer la victime qui était en

arrêt cardio-respiratoire à leur arrivée.

Cinq hommes sont décédés depuis le début de l'année dans des règlements de compte liés au trafic de drogue dans la région marseillaise.

Le 11 avril, dans la nuit, un jeune homme de 19 ans avait été tué de deux balles dans le 3e arrondissement de Marseille par deux hommes cagoulés qui se sont enfuis à pied.

BFMTV

Sur les rythmes de la musique sraouie

# Ouverture du Festival international de Djemila

La 15ème édition du Festival international de Djemila (60 km à l'Est de Sétif), s'est ouverte dimanche soir à l'antique Cuicul un spectacle captivant sur les rythmes de la musique sraoui, en présence de la ministre de la Culture, Meriem Merdaci.



Conception de Youcef Zehouani et El Kheir Acheche, le spectacle a remonté le temps pour revenir sur l'histoire de la musique sraouie, celle caractérisant les régions des Hauts- Plateaux et son évolution à travers le temps pour arriver à la chanson sétifienne moderne.

Sur scène, les voix fortes et puissantes des chanteurs Tchier Adelghani, Fares Staïfi et Manel se sont entremêlées pour chanter la joie, les réjouis-

sances, la tristesse et le déchirement, tels les chants sraouis puissants qui emplissaient autrefois les campagnes des Hauts-Plateaux, suscitant de stridents youyous et des salves d'applaudissements d'une assistance conquise.

Au cours de la cérémonie d'ouverture, la ministre de la Culture a salué les efforts déployés pour réussir cette nouvelle édition du Festival international de Djemila et la présence d'un grand public, soucieux d'elle soutenu d' " entretenir et

préservier un patrimoine ancestral ". Mme Merdaci, évoquant "un militantisme culturel" a ajouté que son département oeuvre à encourager toutes les initiatives visant à promouvoir l'Algérie et sa culture dans toute sa diversité.

Pour cette première soirée de la 15ème édition du Festival international de Djemila, le chanteur libanais Awane a ouvert le bal, gratifiant les présents d'un cocktail de chansons et de rythmes.

Le très attendu Kader Japoni

devra se produire au cours de cette même soirée, tout comme les chanteurs Massi, Kenza Morsli et Fares Staïfi, à l'affiche de la première soirée de l'édition 2019 de cet événement culturel.

Devant se poursuivre jusqu'au 8 août courant, cinq soirées durant, le public de Djemila devra apprécier entre autres artistes, Nasro, Bilal Seghir, Samir Leulmi, Radia Manel, Mok Saïb, Amine Babylon, Hocine Staïfi et Salim Chaoui.

Bilal L.

## Ouargla

# Plus de 9 000 livres pour renforcer le fond livresque des bibliothèques

Plus de 9 137 nouveaux titres de différents domaines de savoir ont été distribués au profit de 25 bibliothèques de lecture publique à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris lundi auprès de la direction du secteur de la culture.

Don du ministère de la Culture, cette opération a ciblé 12 bibliothèques relevant du secteur implantées au niveau de sept communes, avec un total de 12 870 titres, neuf bibliothèques communales (2 250 livres), trois structures similaires relevant des établissements pénitentiaires, et la bibliothèque de l'université Kasdi Merbah, ont détaillé à

l'APS, les responsables de cette direction. Un total de 21 507 ouvrages ont été destinés au profit des structures culturelles et établissements de la lecture publique dans cette wilaya, dont 554 titres ont été distribués pour les bibliothèques relevant des établissements pénitentiaires de Ouargla, Hassi Messaoud, Touggourt (160 km au nord de Ouargla), et 250 autres titres pour renforcer la bibliothèque de l'université Kasdi Merbah, a-t-on ajouté.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat pour la promotion de la lecture publique à travers les différentes régions de la wilaya, notamment les zones

éparses, et d'offrir l'opportunité d'accès au livre aux lectorats, a-t-on signalé.

La wilaya de Ouargla dispose actuellement de 52 espaces culturels, entre bibliothèques et salles publiques de lecture, en plus de la bibliothèque principale de lecture publique, Moudjahid Mohamed Tidjani.

Ouverte en décembre 2016, cette structure culturelle qui dispose de plus de 15 000 livres englobant divers domaines de la science et du savoir s'est, depuis, attelée à la dynamisation de la scène culturelle dans la région par l'organisation de diverses activités culturelles et scientifiques.

Y. B.

## Festival du film arabe au Brésil

# Participation de deux films algériens

Le long métrage, Les bienheureux de l'Algérienne Sofia Djama et le documentaire Des moutons et des hommes de son compatriote, Karim Sayad, prennent part au 14ème Festival du film arabe au Brésil, prévu du 7 au 14 août à Sao Paulo (sud-est), annoncent les organisateurs.

Le film de Sofia Djama, invitée d'honneur de ce festival, et le documentaire de Karim Sayad seront présentés, en

plus de films brésiliens, aux côtés de 11 autres productions de plusieurs pays arabes.

Coproduction algéro-franco-belge, Les bienheureux, porté à l'écran par Nadia Kaci, Amine Lensari et Lyna Khoudri, traite en 102 mn, du désarroi et du désespoir de la jeunesse algérienne après les années 1990.

Premier long métrage de fiction de Sofia Djama, Les bienheureux a, entre autres, été distingué du prix de la meilleure réalisation au 14ème Festival

du cinéma de Doubaï (2017) et celui du meilleur rôle féminin, obtenu la même année en Italie, par l'actrice Lyna Khoudri à la 74ème Mostra de Venise, dans sa section Orizzonti.

Pour sa part, le film-documentaire Des moutons et des hommes, porté à l'écran à travers les personnages de Habib et Melfah, traite en 78 mn des combats de moutons, organisés durant chaque période de l'Aïd.

Coproduction, algéro-franco-suisso-qatarie, le documen-

taire de Karim Sayad a été distingué en 2018 du prix du Jury du Festival du cinéma arabe organisé par l'Institut du Monde arabe à Paris (France).

Organisé par le Centre culturel arabe (ICArabe), le Festival du film arabe au Brésil entend mettre en valeur le cinéma arabe, à travers des projections de films, des rencontres et des débats, dirigés par des cinéastes et intellectuels du Brésil et des pays arabes.

T. K.

Jijel

## Affluence remarquable des petits à l'atelier Le jeune créateur

Une affluence remarquable des enfants a été enregistrée dans la wilaya de Jijel lors du lancement dans la soirée de samedi, de l'atelier Le jeune créateur, un espace proposé aux petits pour s'exprimer en couleur et en noir en blanc, dessiner et dévoiler leurs talents d'artistes. Organisé par la direction locale de la culture en coordination l'association locale des beaux-arts de Jijel, sous le slogan " Jijel dessinée par les chérubins ", cet atelier a enregistré au premier jour la participation de 70 enfants répartis en groupe d'âge (6-8 / 9-12 et 13-16).

Des enseignants spécialistes en dessin et coloriage ont encadré cet atelier, et ont exprimé leur satisfaction du niveau des participants qui ont choisi librement leurs sujets à dessiner.

La directrice de la culture, Mme Salima Kaoua, a indiqué à l'APS, que cet événement de deux jours, vise à "enrichir le programme culturel d'été et animer les soirées de la saison estivale".

Elle a ajouté que ce programme vise également à découvrir de nouveaux talents et vulgariser auprès des petits les ateliers proposés par la direction de la culture tout au long de l'année, et créer une ambiance de compétitivité entre les estivants.

La même responsable a révélé que la manifestation sera clôturée par la remise des prix aux trois premiers gagnants de chaque groupe d'âge.

T. L.

Egypte

## Le sarcophage doré de Toutânkhamon en restauration

L'Egypte a présenté dimanche le sarcophage doré de Toutânkhamon, en restauration pour la première fois depuis sa découverte en 1922.

Le travail de restauration a débuté mi-juillet après que le sarcophage eut été transféré de la Vallée des rois à Louxor (sud) au Grand musée d'Egypte au Caire.

"Nous vous montrons un objet historique unique, pas seulement pour l'Egypte, mais pour le monde", a déclaré le ministre des Antiquités, Khaled al-Enany, lors d'une conférence de presse dans le Grand musée d'Egypte, près des pyramides de Guizeh. Le sarcophage du jeune pharaon sera exposé avec d'autres objets en lien avec Toutânkhamon à la fin 2020, quand ce nouveau musée gigantesque sera ouvert au public. La restauration doit prendre huit mois.

Le sarcophage en bois, doré à l'extérieur, mesure 2,23 mètres et est décoré d'un portrait du jeune roi portant les symboles pharaoniques, le sceptre et le flagellum, selon le ministère des Antiquités. Au cours du siècle dernier, des fissures sont apparues "au niveau des couches de plâtre dorées, particulièrement celles du couvercle et de la base", selon le ministère.

Monté sur le trône vers 1333 avant Jésus-Christ, Toutankhamon est sans doute le plus célèbre pharaon de l'histoire en raison de l'incroyable découverte de sa tombe, intacte, dans la Vallée des rois en 1922 par l'archéologue britannique, Howard Carter.

Fils du pharaon Akhématon, époux de la légendaire reine Nefertiti, "l'enfant pharaon" aurait accédé au pouvoir à l'âge de neuf ans et serait mort 10 ans plus tard du paludisme combiné à une affection osseuse.

Début juillet, l'Egypte a demandé à Interpol de localiser un portrait sculpté de Toutânkhamon datant de 3 000 ans, vendu à Londres pour près de 5,3 millions d'euros, malgré l'opposition du Caire.

R. L.

«La situation la plus insupportable n'est pas le malheur subi, c'est le malheur imaginé.»  
Françoise Giroud



«C'est un malheur de ne pouvoir supporter le malheur.»

Bias

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

# RIHANNA CHARGE TRUMP APRÈS LES FUSILLADES D'EL PASO ET DAYTON

Après les deux fusillades qui ont fait respectivement 26 et neuf morts à El Paso au Texas et Dayton en Ohio ce premier week-end d'août, Donald Trump commence à catalyser de nombreuses critiques.

Après les démocrates qui ont accusé le président américain d'entretenir un climat de racisme et de violence, c'est au tour de Rihanna de charger sévèrement le locataire de la Maison-Blanche. Sur son compte Instagram, la chanteuse a commenté le tweet de condoléances de Donald Trump dans lequel il écrivait : «La fusillade d'aujourd'hui à El Paso n'était pas seulement tragique, c'était un acte de lâcheté. Je sais que comme tout le monde dans ce pays, je condamne cet acte haineux. Il n'y aura jamais de raisons ou excuses pour justifier le meurtre de personnes innocentes».

Alors que le tireur d'El Paso a été mû par des motivations racistes - un manifeste qui lui est attribué évoque «une invasion hispanique du Texas»- et que le procureur d'El Paso a qualifié les faits de «terrorisme intérieur», Rihanna a notamment entrepris le président américain sur sa formulation.

«Heu... Donald, tu as mal écrit «terrorisme». Ton pays vient de subir deux attaques terroristes d'affilée, faisant presque 30 morts. Et ça, quelques jours après une autre attaque terroriste en Californie, où un terroriste a pu LÉGALEMENT acheter un fusil d'assaut (AK-47) à Vegas, puis conduire pendant des heures jusqu'à un festival en Californie où il a tué six personnes dont un jeune bébé!», a d'abord écrit Rihanna en légende, faisant référence à la tuerie perpétrée dans un festival gastronomique à Gilroy, le week-end dernier.

S'en prenant à la législation sur les armes à feu et au projet de mur que Donald Trump souhaite construire avec le Mexique, la chanteuse a ajouté : «Imagine un monde où il est plus facile d'obtenir un AK-47 qu'un VISA ! Imagine un monde où ils construisent un mur pour garder les terroristes.»



## DÉTOX

### Des conseils alimentaires boosteurs d'énergie

Purifier son organisme de l'entrée au dessert, c'est le défi relevé par le chef Gilles Le Gallès avec les conseils nutritionnels de Brigitte Mercier-Fichaux. Sa recette : des ingrédients locaux et sélectionnés avec soin pour faire le plein de nutriments et favoriser la vitalité.

#### DÉTOX : UN PETIT DÉJEUNER DIGESTE ET RICHE EN PROTÉINES

Pour enclencher l'élimination des toxines au niveau du foie, versez le jus d'un demi-citron dans de l'eau chaude et buvez au réveil. Accompagnez-le d'une tartine de pain complet recouvert d'un peu de miel et faites suivre d'une demi-heure de marche. Pensez à respirer à fond : les poumons aussi éliminent les toxines. Au retour, il est temps de prendre le petit déjeuner. L'accent est mis sur les protéines qui éviteront les petits creux : œuf à la coque, fromages de chèvre ou de brebis... «Le blé pose parfois des problèmes de digestion», rappelle Brigitte Mercier-Fichaux. «Il ne faut pas hésiter à privilégier d'autres céréales comme le sarrasin... Quant aux produits laitiers, ceux de chèvre ou de brebis renferment des protéines plus digestes et moins allergisantes. Le lait ribot, naturellement fermenté, est intéressant aussi, car il ne contient presque plus de lactose, pas toujours bien toléré.» Un thé vert, du pain complet bio ou un blini de sarrasin, une salade de fruits frais et une compote de pommes et de pruneaux apportent les vitamines, sucres et fibres. Résultat : on arrive au déjeuner sans avoir eu faim et en pleine forme !

#### AU DÉJEUNER, ON FAIT LA PART BELLE AUX CRUDITÉS

«Pour que l'organisme mette en place les processus de détoxification, il lui faut énormément de vitamines B, de minéraux et de nombreuses enzymes qui sont les catalyseurs indispensables à toute réaction biochimique, souligne la diététicienne. Donc des aliments crus car, de cette façon, il n'y a aucune perte vitaminique, minérale ou enzymatique. Le fonctionnement du foie est amélioré.»

En pratique, on se prépare une belle assiette de crudités, en privilégiant les légumes qui stimulent les fonctions hépatiques : betterave rouge, navet, radis noir, fenouil, cresson, pissenlit... Le plat est composé de 150 g de viande blanche, de volaille ou de poisson, accompagné de féculents (lentilles, haricots secs, petit épeautre, quinoa, sarrasin...) et d'autant de légumes verts.

Côté boisson, de l'eau ou du thé vert, naturel ou parfumé au jasmin ou au gingembre.

#### GOÛTER : PLACE À UNE PETITE NOTE SUCRÉE !

Un fruit frais ou une compote, une tranche de pain d'épice, du thé... «Prendre le dessert du déjeuner à l'heure du goûter présente plusieurs avantages», explique la diététicienne. «En plus du petit plaisir sucré, cela permet de tenir tranquillement jusqu'au dîner. Et il n'y a pas d'apports de sucres supplémentaires au déjeuner.»

La charge glycémique de ce dernier reste donc basse, évitant le stockage. Enfin, certains digèrent mal le fruit pris en fin de repas. Le



manger quelques heures plus tard évite ces troubles. «Vous avez du mal à vous passer d'une note sucrée à la fin du repas ? Tenez-vous à ce rythme pendant quatre jours. Ensuite, adoptez une compote de pommes sans sucre au dessert.»

#### UN DÎNER LÉGER ET RICHE EN MINÉRAUX

«Le soir, une fois que le foie a terminé son travail de digestion, il entame sa détox. D'où

l'intérêt de dîner très légèrement et de consommer des légumes riches en phytonutriments, qui favorisent ce processus». La cure fait de la «soupe crue» son rituel. Des légumes crus mixés avec un bouillon parfumé, agrémentés de protéines (crevettes, dés de poisson...). Résultat riche en goût et très rassasiant. Le plat est végétarien, suivi de fruits cuits. «Ils pochent dans un sirop léger à base de sucre complet riche en minéraux.»



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Coupe d'Afrique de tennis de table  
Kessaci et Loghraibi sortent

L'Algérien Sami Kherouf s'est qualifié aux quarts de finale de la Coupe d'Afrique de tennis de table (ITTF Africa Cup) à Lagos (Nigeria), alors que ses compatriotes Katia Kessaci et Lynda Loghraibi ont été éliminées en huitièmes. Kherouf, 30 ans et 185e mondial, a éliminé en huitièmes de finale le redoutable Nigérien Mati Taiwo 4-2 (7-11, 11-4, 11-8, 7-11, 11-6 et 11-9), s'offrant une place en quarts où il va retrouver le Congolais Idow Saheed, vainqueur du Nigérien Toriola Segun 4-2 (6-11, 11-5, 11-7, 11-8, 6-11 et 11-9). Au tour préliminaire, l'Algérien a pu sortir de la 8e et dernière poule du tournoi en terminant premier, après deux victoires devant Twumasi Fredrick (Ghana) 3-0 et Kassa Gedeon (Congo) 3-2. Pour sa part, la pongiste Katia Kessaci n'a pu aller au-delà des 8es de finale, après sa défaite devant Ojomu Ajoke (Nigeria) 0-4 (5-11, 8-11, 6-11 et 9-11). En poules, Kessaci (24 ans et 194e mondiale) a pris la seconde place du 5e groupe avec un succès face à l'Éthiopienne Dejene Ngidie 3-0 et un revers devant la Nigérienne Oshonaike Olufunke (1-3). Kessaci jouera le classement pour les 9e-12e places et affrontera la vainqueur du match Patel Danisha (Afrique du Sud) -

Ankude Millicent (Ghana), dimanche soir. Sa compatriote Lynda Loghraibi, 129e mondiale, a été éliminée elle aussi en 8es de finale par la Nigérienne Olufunke 1-4 (7-11, 6-11, 6-11, 12-10 et 5-11). Avant d'atteindre les 8es, Loghraibi s'en est bien sortie de la poule 7 avec deux succès contre la Congolaise Litobaka Ammadine et la Ghanéenne Agbottah Hilda (3-0), après avoir perdu lors de son entrée en lice face à la Nigérienne Ajoke Ojomu 1-3. Loghraibi devra se contenter des matchs de classement (9e-12e places) et affrontera la Sud-Africaine Mookrey Simeen. En cas de victoire, elle se mesurera à sa compatriote Katia Kessaci, si cette dernière arrive à se qualifier elle aussi. Par contre, le 4e pongiste algérien annoncé pour la Coupe d'Afrique de Lagos, en l'occurrence Larbi Bouriah (315e mondial) n'a pas pris part au tournoi qui se déroule en présence de 51 athlètes dont 22 filles, représentant 14 pays. Une fois la Coupe d'Afrique ITTF-2019 terminée, les pongistes algériens prendront part à l'Open ITTF-2019, appelé Challenge Plus du Nigeria qui va regrouper, du 7 au 11 août, 171 joueurs, selon la Fédération internationale de tennis de table (ITTF).

Championnats arabes de tennis (jeunes)  
Le DTN Bouchabou satisfait

Le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Mohamed Bouchabou, a estimé dimanche que la moisson de 11 médailles (2 or, 5 argent et 4 bronze) remportée lors des Championnats arabes (jeunes) clôturés samedi à Tunis, confirme la «nette progression» des jeunes joueurs et joueuses algériens. «Nous sommes très satisfaits du parcours de nos représentants à Tunis lors de cette échéance. Nous avons remporté 11 médailles et je peux dire que ce sont des résultats très prometteurs pour ces jeunes qui sont en train de travailler avec un grand sérieux. Ils sont en nette progression sur plusieurs volets, le tennis algérien est sur une dynamique de victoires», a

déclaré le DTN à l'APS à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger lors du retour de l'équipe. Lors des épreuves individuelles, les Algériens ont décroché 5 médailles (1 or, 3 argent et 1 bronze), avant d'ajouter samedi six autres breloques à leur escarcelle dans le «par équipes» (1 or, 2 argent et 3 bronze). «Il y a une amélioration par rapport à l'édition précédente quand nous avons eu une seule médaille d'or, alors que cette année nous en avons eu deux. J'avoue qu'on aurait pu décrocher plus de médailles d'or dans l'individuel, mais malheureusement nous n'avons pas eu de chance dans le tirage au sort», a ajouté le patron de la DTN.

Coupe d'Europe de judo (juniors)  
Abdelkader Mabrouk décroche l'or

Le judoka Abdelkader Mabrouk a remporté la médaille d'or dans la catégorie des moins de 73 kg de la Coupe d'Europe (juniors), dimanche à Poznan (Pologne). L'Algérien s'est imposé en finale face au Tchèque Bydovzsky Adam, après avoir éliminé en demi-finales le Finlandais Heinonen Eetu. Lors du tour préliminaire (Poule A), le seul représentant algérien dans cette compétition a disposé du Britannique Harry Le Maire et du Polonais Kaczor Kacper. Cette Coupe d'Europe juniors enregistre la participation de 179 athlètes, dont 66 filles, issus de 25 nations, en présence de quelques pays non-européens à l'image de l'Algérie, du Canada, des Etats-Unis, de

l'Australie et du Mexique. Avec cette nouvelle consécration, Abdelkader Mabrouk ajoute un nouveau trophée à son palmarès, après avoir remporté le titre africain dans sa catégorie chez les juniors deux fois de suite (2018-2019) et la Coupe africaine en 2018.

Championnat arabe de natation (jeunes) 1<sup>re</sup> journée  
Les Algériens décrochent quatre médailles d'or

La sélection algérienne de natation a décroché quatre médailles d'or lors de la première journée du Championnat arabe des jeunes (garçons et filles) qui se déroule à Rabat, au Maroc (4-7 août). Dans la catégorie des benjamins (12-13 ans), trois médailles d'or ont été décrochées grâce à la nageuse Alaa Hamache au 50m nage libre qui a

CR Belouizdad  
Le Chabab prépare le Coton tchadien

La formation du CRB Belouizdad prépare sérieusement le match contre le Coton tchadien, comptant pour le tour préliminaire de la Coupe de la Confédération africaine qui se jouera samedi 10 août au stade du 5-Juillet d'Alger.



Les joueurs du Chabab seront au rendez-vous

Par Mahfoud M.

Participants à cette compétition africaine après avoir décroché la Coupe d'Algérie la saison dernière, les gars de Laâkiba souhaitent faire bonne figure et aller le plus loin possible, même s'ils savent que la mission ne sera pas de tout repos. L'équipe algéroise devrait, à cet effet, entrer en stage préparatoire dès ce mercredi, sans doute à l'école d'hôtellerie d'Aïn Benian afin que le groupe soit prêt pour ce rendez-vous et puisse prendre option pour la qualification au prochain tour. C'est le staff tech-

nique sous la conduite de l'entraîneur Abdelkader Amrani qui a demandé à se préparer très sérieusement en programmant ce stage afin d'assurer une concentration totale en vue de cette rencontre très importante. L'essentiel est que l'équipe puisse réussir à se préparer dans les meilleures conditions possibles. Par ailleurs, rien n'est occulté au Chabab, étant donné que la direction du club a décidé de se déplacer au Tchad pour le match retour à bord d'un vol spécial pour éviter la fatigue des joueurs. Pour revenir à la préparation du match, il faut savoir que tout se passe bien pour le moment

avec la présence de tous les joueurs, l'effectif n'a enregistré aucune défection en raison de blessure ou autre. Le défenseur Bouchar affirme que son équipe est prête pour ce rendez-vous africain et qu'elle se donnera à fond pour réussir ce match qui reste très important, d'autant plus que son équipe renoue avec la compétition africaine après une longue absence. «Tout se passe bien. Nous travaillons d'arrache-pied pour être au rendez-vous et sommes décidés à nous donner à fond pour réussir cette première manche», dira le rugueux défenseur du Chabab.

M. M.

Championnat arabe des jeunes de karaté (1<sup>re</sup> journée)  
12 médailles pour l'EN

La sélection algérienne de karaté-Ldo a décroché samedi 12 médailles (2 or, 4 argent, 6 bronze), lors de la première journée du championnat arabe (cadets-juniors-espoirs) qui se déroule à Tunis. L'Algérie a décroché la première place chez les cadettes, devant l'Égypte, la Tunisie et l'Arabie saoudite, grâce aux deux médailles en vermeil remportées par Céline Ouikane (-47 kg) et Aya Sayad (-54 kg) en kumité et au bronze de Oudira Chaïma (+54 kg). Les Algériens ont poursuivi leur distinction en raflant deux médailles d'argent en kata chez les cadets, grâce

à Aya Ould Larbi et Youcef Ziad. Chez les juniors, Tarek Ben Ouba et Kenza Belabbès ont décroché respectivement la médaille de bronze et d'argent en kata, permettant à l'Algérie de terminer à la deuxième place au classement de cette spécialité. En kumité (cadets), la moisson algérienne a été conséquente avec trois médailles de bronze revenues à Helassa Anis (52 kg), Midoune Faleh (70 kg) et Rahmani Ismail (+70 kg), alors que Louisa Bouriche (juniors) a remporté la médaille de bronze dans la catégorie des -52 kg. La 12e et dernière médaille de la journée de samedi a

été l'œuvre de Atoui Abdeslam (argent) chez les juniors, dans la catégorie des -61 kg. Rappelons que l'Algérie s'était contentée d'une seule médaille d'or lors de la précédente édition disputée en Égypte. L'Algérie s'est présentée au rendez-vous tunisien avec 37 athlètes : 10 chez les cadets (6 garçons, 4 filles), 15 chez les juniors (9 garçons, 6 filles) et 12 chez les espoirs (6 garçons, 6 filles). Cette manifestation arabe enregistre la participation de 255 karatékas au total. La moisson algérienne devrait être revue à la hausse à l'occasion de la 2e et dernière journée.

réalisé un temps de 30.82, Anes Tounsi au 200 m nage libre (2:07.17) et au relais mixte du 4x100m nage libre avec un temps de 4:09.04. Chez les minimes (14-15 ans), la sociétaire du GS Pétroliers, Meriem Khaldi, a brillé en remportant la médaille d'or au 200 m nage libre avec un temps de 2:10.20. Les épreuves de la première journée

du Championnat arabe de Rabat se poursuivent avec la 2e séance programmée pour cet après-midi. L'Algérie prend part au rendez-vous arabe de Rabat avec 31 nageurs dont 15 filles, sous la conduite d'un staff technique composé de six entraîneurs et dirigé par le sélectionneur en chef Ali Maânsri.



Libye

## Un avion de ligne échappe de près à un bombardement

Un avion de ligne libyen qui s'apprêtait à atterrir à l'aéroport de Mitiga, le seul fonctionnel de la capitale libyenne Tripoli, a échappé de justesse dimanche soir à un bombardement, selon une source aéroportuaire. «L'équipage et les 124 passagers du vol Benghazi-Tripoli ont échappé grâce à Dieu à un bombardement qui a visé l'aéroport de Mitiga», a indiqué la direction de l'aéroport sur sa page Facebook. En raison de cet incident, le trafic aérien a été suspendu pendant quelques heures et les vols déroutés vers la ville de Misrata, situé à 200 km plus à l'Est, par mesure de sécurité. Les vols au départ de et vers Mitiga ont pu reprendre tard dans la nuit de dimanche à lundi, selon la direction de l'aéroport. L'aéroport a déjà été fermé à plusieurs reprises à cause des combats entre les forces loyales au gouvernement d'union nationale (GNA), soutenu par l'ONU, et les troupes du général à la retraite, Khalifa Haftar, qui a lancé des hostilités le 4 avril pour conquérir Tripoli. La mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul) s'est inquiétée de la «fréquence croissante» de ces attaques ayant failli toucher des avions civils à maintes reprises. «Ces attaques se poursuivent sans relâche depuis le début de l'offensive contre Tripoli le 4 avril, malgré les appels lancés par les Nations unies pour la protection de toutes les infrastructures civiles et les précautions à prendre pour protéger la population civile», a indiqué la Manul, dimanche soir. Lors d'une vidéoconférence avec le Conseil de sécurité de l'ONU, le 29 juillet, l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, avait noté «avec inquiétude la fréquence croissante des attaques sur l'aéroport de Mitiga».

R. I.

## 42 morts dans un raid aérien

Au moins 42 personnes ont été tuées et des dizaines blessées dans un raid aérien dimanche soir contre la ville de Morzouk dans le sud de la Libye, a indiqué lundi un responsable municipal de la cité, Ibrahim Omar. Il y a eu «42 morts et plus de 60 blessés dont 30 dans un état grave», a précisé le responsable municipal. Le gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, a confirmé dans un communiqué sur sa page Facebook un raid aérien à Morzouk, qui a fait «des dizaines de morts et de blessés parmi les civils». Le GNA a accusé les forces du général à la retraite, Khalifa Haftar, d'avoir mené cette frappe. Le GNA «condamne avec force la frappe aérienne menée par les milices de Haftar contre le quartier résidentiel d'al-Qalaa à Morzouk», a ajouté le communiqué. Ce raid intervient alors que d'intenses efforts diplomatiques sont déployés pour la relance des négociations politiques entre les différentes parties en Libye et en particulier pour mettre en oeuvre une trêve. Il intervient également alors que sur le terrain, l'ONU s'est inquiété de l'escalade des combats entre les forces loyales au GNA, soutenu par l'ONU, et les troupes du général à la retraite, Khalifa Haftar, qui a lancé une offensive le 4 avril pour conquérir la capitale libyenne.

R. I.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr



La Mecque

## Incendie dans un hôtel pour hadjis algériens



Un incendie s'est déclaré dans la soirée de dimanche à l'hôtel El Nawel Edhahbi sis à la Rue de Ghaza (La Mecque) relevant de l'Office national algérien du tourisme (Onat) sans causer de pertes humaines. «Le feu est parti suite à une étincelle électrique survenue au niveau d'un climatiseur dans un hôtel pour hadjis algériens», a expliqué dans une déclaration à l'APS, Makdour Brahim, directeur du Hadj à l'Office national du pèlerinage et de la Omra (Onpo). Il a ajouté que «l'incendie a été maîtrisé et n'a causé aucune perte humaine, d'autant que les hadjis qui résident dans la chambre où le feu a pris étaient en dehors de l'éta-

blissement». Pour sa part, le représentant de l'Onat, Abdelwahab Beldjoudi, a indiqué que les hadjis concernés ont été relogés et leurs affaires déplacées. Par ailleurs, trois hadjis algériens ont rendu l'âme, dimanche aux Lieux Saints de l'Islam, portant ainsi à quatre le nombre de décès parmi les pèlerins algériens, a indiqué à l'APS, hier, une source diplomatique. Le chef de la délégation consulaire algérienne à La Mecque, M. Abdelkader Hedjazi a énuméré les défunts, à savoir Abdelkader Ben Toumi, né le 30 janvier 1959 à Es Sénia (Oran), Mme. Fatiha Bahloul, née le 18 février 1977 à Boukadir (Chlef) décédés à l'hôpital En Nour à La Mecque des suites d'un arrêt

cardiaque, et Mme. Achache Dahbia, née en 1938 à Guidjel (Sétif) décédée à l'hôpital El Ansar à Médine après son hospitalisation depuis plusieurs jours déjà en raison de problèmes de respiration aiguë. «Nous avons autorisé les autorités saoudiennes d'inhumation des desdits hadjis en présence de leurs accompagnants», a-t-il précisé. M. Hidjazi a fait état également «d'une baisse du nombre des hadjis décédés en comparaison avec la même période de la saison dernière où 16 cas de décès avaient été enregistrés». A noter que le nombre des hadjis jusque-là décédés s'élève à quatre pèlerins après la mort d'un premier hadji de Relizane.

R. N.

MDN

## Le terroriste B. Kouider alias Rabia a été capturé

Le terroriste dénommé B. Kouider alias Rabia a été capturé, dimanche à Tamanrasset, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, a annoncé hier, le ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a capturé, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, le 4 août 2019 à Tamanrasset (6° RM), le terroriste B. Kouider alias Rabia, qui avait rallié les groupes terroristes en 2011», a précisé le MDN dans un communiqué. Selon la même source, un autre

détachement de l'ANP a découvert et détruit une casemate pour terroristes et quatre bombes de confection artisanale et ce, lors d'une opération de fouille et de recherche menée dans la zone de Tayoussam, wilaya de Skikda (5° RM). Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, 45 orpailleurs ont été arrêtés par des détachements de l'ANP qui ont saisi également sept détecteurs de métaux, neuf groupes électrogènes, sept marteaux-piqueurs, un fusil de chasse, ainsi qu'un broyeur de pierres et divers produits et outils de détonation lors d'opérations distinctes à Tamanrasset et In Guezam (6e RM).

A El Ghazaouet (2° RM), des garde-côtes ont saisi 21,765 kg de kif traité, tandis qu'un détachement de l'ANP, des éléments de la Gendarmerie nationale et des garde-frontières ont saisi à Béjaïa (5° RM) et à Tlemcen (2° RM), une autre quantité de la même substance s'élevant à 3,9 kg. Par ailleurs, des garde-côtes ont déjoué deux tentatives d'émigration clandestine de 17 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran (2°RM) et à Skikda (5° RM), alors que 34 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen, Naâma et Bordj Badji Mokhtar.

F. L.

## ACTU...

Juillet 2019

### Mois le plus chaud jamais mesuré dans le monde

Le mois de juillet 2019 a été le mois le plus chaud jamais mesuré dans le monde, juste au-dessus du mois de juillet 2016, selon les données du service européen Copernicus sur le changement climatique. «Le mois de juillet est généralement le mois le plus chaud de l'année dans le monde, mais selon nos données ce mois de juillet 2019 est également le mois le plus chaud jamais mesuré, de justesse», déclare hier dans un communiqué le chef du service, Jean-Noël Thépat. «Avec la poursuite des émissions de gaz à effet de serre et l'impact sur l'augmentation mondiale des températures, des records continueront à être battus», a-t-il insisté. Selon les données de Copernicus, le mercure est monté en juillet 0,04 C plus haut que le précédent record de juillet 2016, année marquée par l'influence d'un puissant el Niño. Cet écart est tellement faible qu'il est possible que d'autres organismes de référence, qui collectent et analysent les données de façon un peu différente, ne parviennent pas à la même conclusion, note le communiqué. L'Agence atmosphérique américaine NOAA n'a pas encore publié ses conclusions pour le mois de juillet. Selon Copernicus, la température du mois de juillet 2019 a été 0,56 C plus élevée que la moyenne de la période 1981-2000. C'est près de 1,2 C au-dessus du niveau pré-industriel, base de référence des experts de l'ONU sur le climat.

H. M.

Oran

### Démantèlement d'un réseau de faussaires de billets de banque

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont réussi à démanteler un réseau national de faussaires de billets de banque et opéré la saisie de plus de 10 millions de DA dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris dimanche auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité. L'opération a eu lieu samedi dernier sur la base d'informations parvenues à l'unité de la gendarmerie d'Es Sénia faisant état d'un réseau spécialisé dans la falsification de monnaie dans la wilaya d'Oran qui active au niveau national, a indiqué la même source. Un plan minutieux mis en oeuvre par les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de la commune de Sidi Chahmi a permis d'arrêter, à bord d'un véhicule à l'entrée de cette agglomération, cinq individus issus des wilayas de Béchar, Tipasa, Djelfa et Ain Témouchent.

L. R.